

AFRIG MAG

SLAVERY REMEMBRANCE

Le Mémorial de Gorée

LA PORTE DU RETOUR



HARRIET TUBMAN

La “Moïse noire”
qui ramena 300
esclaves du Sud...

DJONIBA MOUFLET

“Grâce à la musique,
nous avons pu divulguer le
message de l’esprit noir”





United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



DAKAR

- City of Media Arts
- Designated UNESCO
- Creative City in 2014



VILLE DE DAKAR

Boulevard Djily Mbaye X Robert Delmas - BP 186 - Dakar
Téléphone : 33 849 09 09 / 33 849 09 10 - Télécopie : 33 821 37 35
Site web : www.villededakar.org
Maire de Dakar : Khalifa SALL

SOMMAIRE



- Harriet Tubman, la “Moïse noire” P.10
- Mémorial de Gorée : les raisons pour le construire..... P.16
- L’arche du retour : lieu spirituel dédié au souvenir..... P.24
- Rodney Leon, architecte de l’arche du retour..... P.25
- Djoniba Mouflet, de la Martinique au Sénégal..... P.27

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Malick KANE, Président AFRIG
malikane8@gmail.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Elimane KANE
ciresamba@gmail.com

DIRECTRICE ARTISTIQUE ET COMMERCIALE

Oumy DIAW
oumy@oumydiaw.com

RÉDACTION CENTRALE (SENEGAL)

Eva Ngo BAKENKHE, Massene DIOP,
Oumy DIAW, Elimane KANE

MAQUETTE

Fodé BALDE
Cell.: +221 77 986 36 69
Email : baldefode84@gmail.com

CORRECTEUR/CONSEILLER ÉDITORIAL

Mansour KANE
mansourkan@gmail.com

PHOTOS

Moussa SOGUE

ÉDITEUR

Think Tank AFRIG (AFRICAN Renaissance
International Ground)
Rue du Gouvernement, en face Mairie Gorée,
BP : 11 Gorée - SENEGAL
Tel : +221 77 955 60 65 / +221 70 650 35 36 -
Email: afriground@gmail.com / web: www.afrig.org

BUREAU AFRIG

Secrétaire Général : Jean Baptiste Ndiaye
Trésorier : Issa Dieng

PÉRIMÈTRE DE DISTRIBUTION

SENEGAL - GAMBIE
ETATS UNIS D'AMERIQUE...

IMPRESSION POLYKROME

Suivez nous sur twitter et instagram : @Afrimag

Édito

TRANSATLANTICITÉ :

La porte du retour

Voici “AFRIG MAG.”, une tribune, non, je dirais un “Ground”, un théâtre, un espace, une plateforme, un cadre de liberté d’expressions et d’expression des Libertés culturelles, politiques, économiques, sociales, spirituelles... Il se veut spécialement conçu, façonné, modelé pour les fils et filles de l’AFRIQUE et de sa Diaspora à ascendance AFRO...

Les Nations Unies ont donné le tempo, célébrant en juin 2011 l’Année Internationale des Peuples à Ascendance africaine dont le reste du processus avait abouti à l’adoption de la “Décennie internationale des Peuples à Ascendance Africaine 2015-2024. Occasion pour l’Historien Iba Der THIAM, le Révérend Jessie JACKSON, les petits-fils de Marcus GARVEY, les enfants de Martin Luther KING et Malcolm X, entre autres, de réaffirmer un engagement pour une Justice sociale et la reconnaissance des Droits économiques des Peuples Afro-ascendants.

Cela, on le doit bien aux 419 esclaves africains inhumés à “AFRICAN Burial Ground” à New York, dont l’exhumation des restes a été comme une renaissance pour les 15 000 de leurs semblables enterrés là.

Renaître pour le Retour. Un retour dont les symboles se mettent en place, progressivement. L’Arche du Retour est prête. Œuvre de l’architecte Rodney LEON, elle trône sur le parvis du siège des Nations Unies, pour que le monde n’oublie jamais la douleur liée au départ de la terre mère de ces millions d’Africains, à qui est ainsi offert un moyen symbolique de retour. Mais aussi pour qu’y embarquent les dignes meilleurs fils et filles des Amériques (USA, Caraïbes, Honduras, Brésil...) à l’instar de Djoniba MOUFLET, d’Adrienne WHEELER. Le Mémorial ACTe érigé à Pointe à Pitre, en Guadeloupe, aura-t-il suffi à apaiser le débat sur la “Réparation” posé par nos frères d’Antilles françaises ? En tout cas, le Mémorial de Gorée, un continuum à la Porte sans Retour de la Maison des esclaves, se veut la Porte du Retour. Et aujourd’hui, les autorités sénégalaises sont décidées à le réaliser au plus vite, le Président Macky SALL ayant promis que les travaux débiteront en cette année 2016.

Et même si la célébration le 27 avril 2015 de la journée nationale de commémoration de l’Esclavage et de la Traite transatlantique a été feutrée, de la part des autorités sénégalaises, les Nations Unies avaient sauvé un mois auparavant la mise, organisant à Dakar sur la thématique “Femmes et Esclavage” une Expo – Photo illustrative de la vie et de l’œuvre d’héroïnes comme la Moïse noire Harriet TUBMAN qui ramena 300 esclaves du Sud.

Pour dire que les frémissements relevés un peu partout ont besoin d’être canalisés, fédérés, et polarisés en la vague impétueuse d’une Renaissance Africaine. C’est ce à quoi “AFRIG MAG.” veut s’atteler, s’érigeant en pont culturel, civilisationnel entre l’AFRIQUE et sa Diaspora d’Ascendance africaine. Ainsi, chaque bimestre, nous collecterons et traiterons des informations multi cibles à travers Interviews, Reportages, chroniques... et Analyses répondant à une triple préoccupation académique (Chercheurs - Experts), institutionnelle (Gouvernants – Pouvoirs publics) et stratégique (Professionnels – Entrepreneurs) dans des domaines aussi variés que l’Histoire, la Culture (au sens global du terme y compris les Arts et les Lettres), l’Education, la Technologie, la Science, l’Economie – le Tourisme, la Politique, Religions – Spiritualité... ●

PAR MALICK KANE

Suivez Malick sur twitter @malickane et instagram :
@malickane #afrimagazine #afrig

AFRIGMAG

FROM AFRICAN BURIAL GROUND TO AFRICAN RENAISSANCE GROUND

Source de relance de la Renaissance africaine

Du 29 avril 2013 au 31 mars 2014, Malick Kane, initiateur et président du Think Do/Tank African Renaissance International Ground (AFRIG), a séjourné à African Burial Ground (AFBG) comme Volontaire international. Développant des activités de visite du Parc, programmes éducatifs et d'autres événements spéciaux, il a vite compris que, plus qu'un lieu de sépulture, African Burial Ground est un lieu de renaissance pour les 15 000 esclaves africains qui y ont été inhumés. Entretien.



Crédit photo : Oumy Diaw

Comment est née l'idée de mettre en place African Renaissance International Ground ?

Il faut reconnaître que l'idée nous est venue d'African Burial Ground. African Burial Ground, que je présente rapidement, est un Musée Mémorial qui appartient au gouvernement fédéral américain, à travers The National Park Service. Ce qui s'est passé, c'est qu'en 1991, lorsque le gouvernement fédéral américain construisait deux immeubles à usage de bureaux dans le Low Manhattan, à New York, 419 restes humains ont été excavés. Parce que le site qui a été délimité a servi, entre 1640 et 1790, de cimetière pour les esclaves africains. C'est pourquoi on l'appelle African Burial Ground, "to bury" signifiant en anglais enterrer. Donc c'est là que les esclaves enterraient leurs morts et on a recensé que plus de 15 000 esclaves reposaient dans ce site. Un site qui avait été fermé en 1790 pour des raisons d'extension et d'agrandissement de la ville qui se développait. N'oubliant pas que c'était dans le New York colo-

nial et il n'y avait pas encore les Etats Unis d'Amérique. Chaque Etat était colonisé par une puissance européenne et pour New York, avant même les Anglais, il y a eu les Dutch (Hollandais). Ces derniers ont fondé New Amsterdam, devenue New York du fait des Anglais et du Duc de York.

Comment un site fermé en 1790 a-t-il été remis au devant de la scène ?

Donc African Burial Ground est fermé en 1790 et c'est deux siècles plus tard, lors de la construction de ces deux buildings, qu'ont été mis au jour les restes des africains esclaves enterrés là. Et au lieu de l'annoncer au public, ils ont préféré cacher cette découverte et transférer en catimini les 419 restes humains au Lehman College dans le Bronx. Mais la chose s'est ébruitée grâce aux ouvriers et agents du projet, qui s'en sont ouverts aux journalistes et aux chercheurs noirs américains. Ces chercheurs savaient que dans le Lower Manhattan, il existait bien un site de sépulture, mais ils ne connaissaient pas le lieu exact. C'est ensuite qu'a été révélée l'existence d'une carte qui mentionne le "Negro Burial Ground", carte retrouvée dans la bibliothèque du Congrès américain où elle était depuis le 18e siècle.

On a donc voulu désacraliser délibérément un lieu de sépulture connu

Oui, le gouvernement américain savait que le périmètre existait, mais ils ont fait fi de tout cela, désacralisé le site et profané la mémoire de ces ancêtres. Ce qui avait provoqué l'ire de beaucoup d'Africains Américains, avec des activistes comme Jesse Jackson et autres vétérans de la défense des droits civiques, qui sont descendus dans la rue pour exiger tout bonnement l'arrêt total des travaux. Ce que le gouvernement avait refusé en son temps.

Le mouvement de protestation suscité a-t-il fini par porter ses fruits ?

Pendant un an, ils ont combattu, avec des marches de protestation, jusqu'à ce que le Congrès appelle les deux parties, pour des auditions à Washington, DC. Un comité a été mis en place, pour étudier la question durant 3 mois. Et à la fin, une résolution finale a retenu le compromis que le premier building étant déjà là, il ne fallait pas construire le second et que les 419 restes humains seraient remis en terre, avec la construction d'un mémorial en souvenir de ces ancêtres. C'est donc cela qui est à la base de ce qu'on appelle le projet African Burial Ground. Il faudrait aussi dire qu'en 1991, lorsque les restes ont été exhumés et qu'ensuite le Congrès a mis en place ce comité, 2 ans plus tard, les 419 restes ont été envoyés à l'Université Howard DC, une université noire américaine, où le Dr Blakely et



Serigne Mame Mor MBACKE ET New York Sénateur BIL PERKINS avec Malick KANE comme Tour Guide à African Burial Ground - New York

son équipe ont procédé à une étude archéologique de ces fouilles, afin de déterminer l'âge, le sexe, la provenance ethnique en Afrique des restes humains. Il y a eu une procession pour ramener en 2003 sur le site les 419 restes et les enterrer de nouveau, alors que le Mémorial et le Musée ont été construits en 2007.

Sud. On est donc venu avec un programme bien clair, accompagné de chercheurs américains, qui seront suivis par d'autres, pour des conférences, des rencontres avec les chercheurs sénégalais, des échanges, mais aussi structurer des actions concrètes tendant à éduquer les populations, aider à matérialiser cette fraternité entre les deux peuples.

Quel a été votre action lorsque vous êtes arrivé à New York ?

En tant que Sénégalais vivant à New York, j'ai passé un an à développer un programme par rapport à cette question, avec mes collaborateurs américains, en ramenant sur la table une complémentarité par rapport à des dimensions qui avaient été méconnues, des aspects qui n'avaient pas été couverts par les études et la recherche. De là, j'ai pu mobiliser nos frères noirs américains pour la prise en charge de la question d'African Burial Ground, l'élargir et l'internationaliser.

Le siège des Nations Unies était donc tout trouvé comme lieu d'internationalisation

Le premier acte posé l'a été aux Nations Unies où je me suis rendu. Là, j'ai développé un partenariat entre African Burial Ground et le Mémorial permanent sur l'esclavage construit et inauguré récemment. Ce Mémorial est le seul érigé dans l'enceinte des Nations Unies. On a dans ce cadre commencé à développer des programmes éducatifs, avec des projections de film sur Toussaint Louverture, entre autres activités.

Comment avez-vous impliqué les Africains dans ce projet ?

Il faut dire que cette internationalisation va nous pousser à beaucoup plus engager les citoyens africains de manière générale, en les mettant en relation avec la partie américaine, c'est-à-dire les Amériques de manière générale : Etats Unis, Caraïbes, Amérique Latine, Amérique du



Il faudrait qu'on fasse l'audit de cette traite transatlantique, qu'on détermine les composantes de cette traite. Cela va nous pousser à une prise de conscience.



Et African Renaissance International Ground dans tout cela ?

Durant mon séjour à African Burial Ground à New York, mon programme s'appelait African Renaissance International Ground, parce que, de mon point de vue, le fait que ces ancêtres aient refait surface à un moment clé de l'histoire de l'humanité - puisqu'en 1990 on avait la chute du Mur de Berlin, la fin de la guerre froide, l'éclatement de l'Union soviétique -, cela ne pouvait être qu'une renaissance. Ils ont refait surface pour lancer un message par rapport au continent de leurs origines. Selon mon interprétation, c'est une renaissance et African Burial Ground n'était plus un lieu d'enterrement, mais c'était un lieu de renaissance. Et c'est à partir de là qu'on se devait de relancer le mouvement de la Renaissance africaine.

Cela interpelle donc tous les Africains, du continent comme de la diaspora ?

L'interpellation est d'abord individuelle, parce que comme je le dis, il faudrait qu'on fasse l'audit de cette traite transatlantique, qu'on détermine les composantes de cette traite. Cela va nous pousser à une prise de conscience. Et il faut dire, pour faire un bref rappel, que tant qu'on n'aura pas cerné cette question, la comprendre structurellement, l'assumer, on ne pourra pas poser un nouveau jalon de ré-identification, de ré-assumption de notre être et d'indépendance. Car, in-fine, il s'agit d'avoir l'indépendance dans cette globalisation-mondialisation, d'avoir un amour pour ce que l'on représente.

SUITE ➔

Donc, on est interpellé par rapport à notre africanité, par rapport à un passé qui nous a légué les seconds rôles. Avec l'injustice qui s'est passée pendant 3 siècles, plus de 15 millions de personnes ont été déplacées pour arriver dans les Amériques, sans tenir compte de ceux qui ont été jetés à la mer, ceux qui ont été tués etc. Comment devons-nous prendre cela aujourd'hui ? Quelle doit être notre réaction au 21^e siècle, par rapport à un passé assez récent, puisque l'esclavage a été aboli dans les colonies françaises en 1848 ? Donc nous pensons que cette Renaissance africaine est une question de reconnaissance des droits de l'homme, une question de justice sociale par rapport à ce qui s'est passé, c'est-à-dire rendre grâce à ceux qui ont vécu ce drame, leur permettre d'être réhabilités en quelque sorte par leurs descendants, qui posent aujourd'hui des actes pour que cela n'arrive plus dans le monde moderne.

Vous parlez donc d'un point de départ de la Renaissance africaine ?

Oui, parce que la première colonie panafricaniste s'est réunie dans les Amériques, car nulle part ailleurs, en Afrique, on n'a vu des Ibo, des Yorubas, Wolofs, des Peuls, des Bambaras, des Ashantis, des Mbundus ou autres réunis sur un même site, celui d'African Burial Ground. Des gens qui ont vécu ensemble, qui ont échangé, qui se sont aimés, qui ont partagé un même pénible sort. Donc, de mon point de vue, ces gens ont constitué la pépinière du panafricanisme, raison pour laquelle on doit les réhabiliter. Le panafricanisme, pour moi, tire sa source de ces premiers Africains de diverses contrées, qu'on a pris et qu'on a emmenés dans les Amériques, qui se sont rencontrés, qui ont vécu ensemble partagé le même sort et qui se sont appréciés. Ils forment le point de départ de ce mouvement du panafricanisme, qui s'est poursuivi par ce qui s'est passé au 19^e siècle et le début du 20^e siècle, avec les Marcus Garvey, Dubois et autres, jusqu'à Cheikh Anta Diop.

Mais ce combat n'est-il pas mené en rangs dispersés ?

Malheureusement, c'est ce qui se passe, faute d'un leadership affirmé. Aux Etats Unis, par exemple, la lutte pour les droits civiques a généré des leaders, qui sont aujourd'hui des vétérans mais restent au-devant de la scène. Et malgré qu'il y ait divers mouvements dans différentes zones, ils ont une convergence au sommet, ils partagent une même vision et des valeurs communes. Le Sénégal a essayé de prendre le leadership par rapport à cette convergence de mouvements panafricanistes, mais malheureusement, le suivi a fait défaut. Mais personnellement, je pense que la diversité des mouvements n'est pas en soi un problème, parce que chacun a son approche, chacun vit des réalités différentes. De même, au plan politique, des gens se réclament de leaders différents, comme en Jamaïque pour Marcus Garvey, aux Etats Unis où un important travail est fait. Mais, dans le monde moderne, il serait intéressant de pouvoir fédérer toutes ces énergies positives. C'est cela que nous tentons de faire, avec ce nouveau programme, c'est cela qui est au cœur de African Renaissance International Ground (AFRIG).

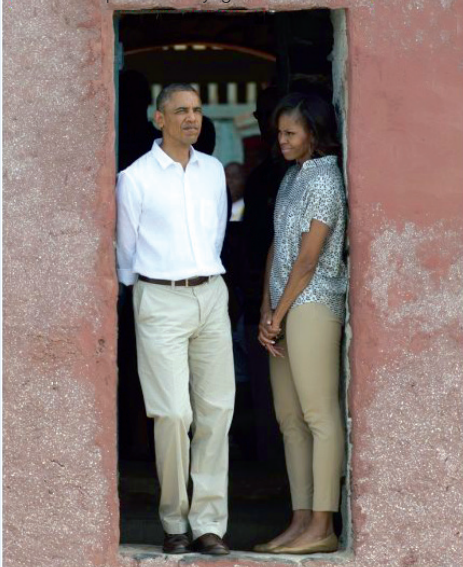
Qu'en est-il des activités de commémoration au Sénégal ?

Le Sénégal a voté la loi le 27 avril 2010, mais rien n'a été fait en termes de manifestations. On ne célèbre pas la journée de commémoration des victimes de la traite. C'est frustrant, puisqu'on fait des lois qu'on n'applique pas, qu'on ne respecte pas. Des lois en vigueur dans le système républicain, mais rien n'est fait pour inscrire la journée internationale dans l'agenda culturel du Sénégal. Surtout que la loi stipule que cela soit enseigné, mais de manière différente, et que sur toute l'étendue du territoire, cela soit célébré.

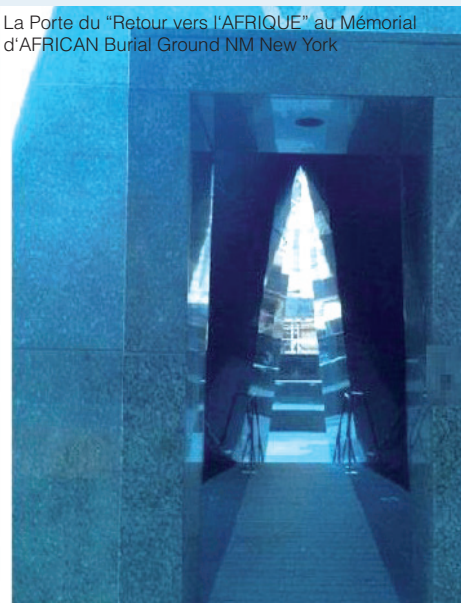
Il y a quand même les rencontres organisées par AFRIG

Le principe moteur de ces rencontres est de créer une plateforme permettant aux afro descendants de la diaspora de rencontrer leurs

Obama à la porte du "voyage sans retour" de Gorée



La Porte du "Retour vers l'AFRIQUE" au Mémorial d'AFRICAN Burial Ground NM New York



frères et sœurs africains. Ce qui passera nécessairement par un double défi. La première dimension est d'ordre éducationnel, avec ces échanges, ces rencontres et partages, au-delà du Fesman dont une des conclusions demandait la création ici d'une chaire de la diaspora, ce qui n'a pas encore été fait. Pour notre part, on essaiera de faire ce qu'on peut dans ce sens.

La dimension culturelle est-elle prise en compte ?

Le deuxième défi est d'ordre culturel, avec les artistes. D'ailleurs, une artiste américaine était venue ici en juillet dernier, pour développer un workshop au bénéfice des enfants souffrant de handicap au sein de la structure ESTEL. De même le lancement du Musée des civilisations noires verra la participation de notre organisation à la conférence inaugurale. Nous nous en félicitons et nous allons l'intégrer et y ferons un développement de contenu en apportant une contribution pour internationaliser la question, puisque nous sommes à l'heure de la mondialisation. Le Sénégal sera donc la plateforme, le hub, puisque Dakar est la capitale de la Diaspora africaine. En mai 2011, le Global African Diaspora Summit s'est tenu à Johannesburg et avait reconnu dans une de ses résolutions que Dakar est la capitale de la Diaspora africaine. Je pense que les initiatives, depuis le président Senghor jusqu'à Macky Sall aujourd'hui, nous ont bien positionnés pour tendre les bras à nos frères de l'autre côté de l'Atlantique. ●

Les spécificités d'une Entreprise ... les talents de ses Hommes



EIFFAGE



EIFFAGE SÉNÉGAL - Avenue Félix Éboué / Route des Brasseries - BP 737 - DAKAR
Tél. : +221 33 839 73 89 et +221 33 839 73 32 - Fax : +221 33 832 71 52 - eiffage.senegal@eiffage.com - www.senegal.eiffage.sp





MEMORIAL ACTE EN GUADELOUPE

Inauguration en

Dimanche 10 mai 2015, jour de commémoration de l'abolition de l'esclavage, le Mémorial ACTe, "centre caribéen d'expressions et de mémoire de la traite et de l'esclavage", a été inauguré à Pointe-à-Pitre par le président français François Hollande.

Une arrivée plus solennelle a donc été choisie. Après s'être arrêté sur la place de la Victoire devant le monument aux morts des soldats de l'île tués pendant la Grande Guerre, puis devant la stèle dédiée aux fusillés de 1802 et aux émeutiers de 1967, le président a pris la route pour se rendre au Mémorial ACTe.

Le maire de Pointe-à-Pitre, Jacques Bangou, et le président du conseil régional, Victorin Lurel, principaux artisans du projet, n'ont pas lésiné sur les moyens. Le mémorial est un bâtiment ultramoderne en forme de serpent, tapissé de granit noir, aux façades recouvertes d'éclats de quartz, dont le scintillement représente les millions de victimes de la traite négrière et de l'esclavage.

Sous un soleil de plomb, le président français a accueilli, peu avant 11 heures, deux chefs d'Etat africains, Macky Sall (Sénégal) et Ibrahim Boubacar Keita (Mali), ainsi que le président d'Haïti, Michel Martelly, et une quinzaine de chefs de gouvernement et de ministres de la Caraïbe. La secrétaire de l'Organisation internationale de la francophonie, l'Haïtienne Michaëlle Jean, était également

présente à l'inauguration, ainsi que de nombreuses personnalités politiques antillaises : Roger Bambuck, Patrick Karam et Firmine Richard.

Quelque 1 200 personnes ont pu écouter son discours sur le parvis du Mémorial ACTe, dont une majorité de Guadeloupéens triés sur le volet. Les habitants du Carénage, qui depuis 2008 ont assisté de loin à la construction de l'édifice, ont dû attendre l'ouverture officielle, le 7 juillet. Si l'inauguration suscite interrogations et frustrations, c'est le sentiment de fierté qui domine. "C'est un grand moment pour la Guadeloupe et les Caraïbes, affirme Jocelyn Poulin, qui a travaillé comme soudeur sur le chantier. C'est le plus grand et le plus beau bâtiment que j'aie jamais vu."

"Le Mémorial ACTe va permettre aux Guadeloupéens de mieux connaître leur passé. Nous avons besoin de savoir d'où nous venons afin de mieux nous projeter dans l'avenir, explique Gabriel Ravillon, un enseignant. Ce monument va aussi permettre d'attirer plus de touristes." Philippe Martineau, marin pêcheur du Carénage, ne tarit pas d'éloges non plus. Mais il attend également que des efforts soient faits pour rénover l'habitat dans le quartier.

LA QUESTION DES RÉPARATIONS

Dans cette île en grande difficulté économique et sociale, de nombreuses voix se sont fait entendre pour dénoncer le coût de l'opération (83 millions d'euros). Mélina Seymour, fondatrice du parti Ambition Guadeloupe, estime que "cette somme aurait dû être investie pour créer des emplois, notamment pour les jeunes



Les Présidents Macky SALL du Sénégal, IBK du Mali, Michel Martelly de Haïti, François Hollande de France et Michaëlle Jean S.G. O.I.F

grande pompe



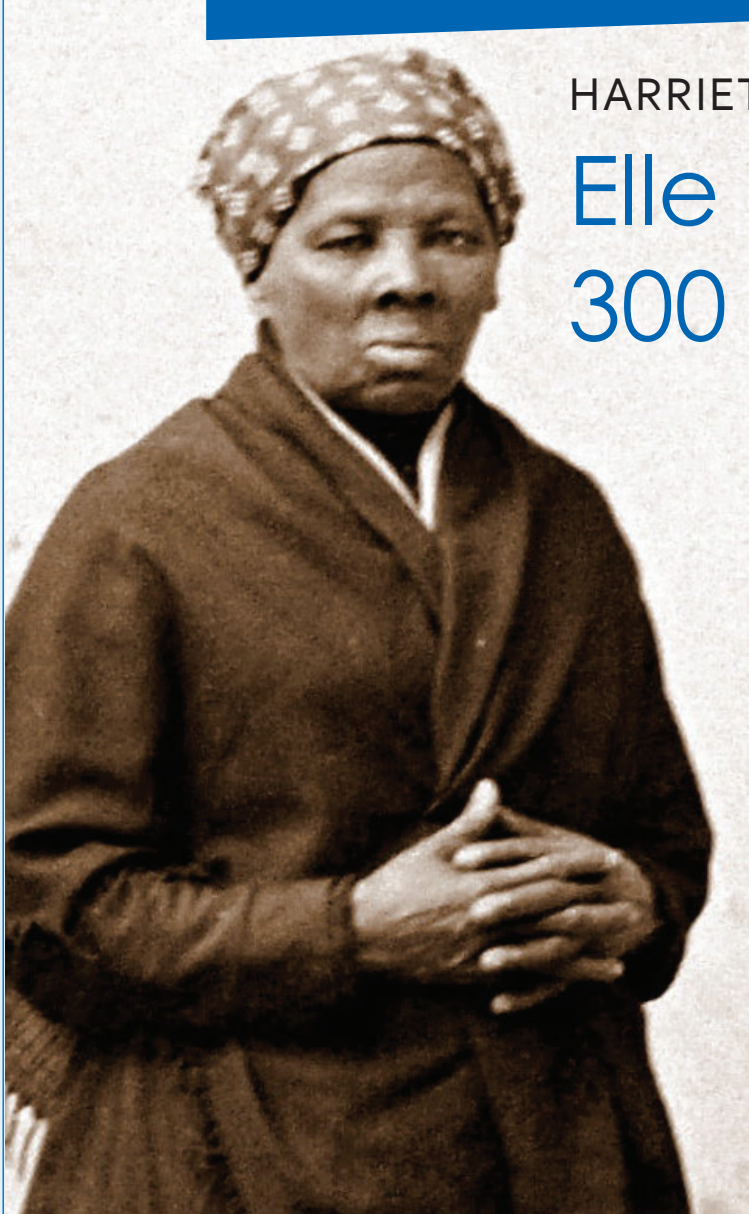
François Hollande inaugure le Mémorial ACTe aux côtés de Victorin Lurel, président de la Région Guadeloupe

Guadeloupéens, dont plus de la moitié sont frappés par le chômage”.

Particulièrement attendu sur la question des réparations, François Hollande a d'abord ravi le public local en annonçant que la France s'acquitterait de sa dette envers Haïti. Sous Charles X, une “rançon” fut exigée à l'île de Saint-Domingue qui dut payer le prix fort pour rester indépendante. Ces propos ont créé une confusion au sein du public. L'Elysée a ensuite précisé qu'il s'agissait d'une dette morale et non d'une dette financière..

“Le débat sur les réparations, je le sais, n'est pas épuisé. Je reprends à mon compte les mots d'Aimé Césaire quant à la nature irréparable du crime. Cependant, en lui donnant un nom et un statut en 2001, le Parlement français accomplissait un acte de vérité, de courage et de justice, indispensable, la première des réparations. En l'inscrivant dans les programmes scolaires, à tous les niveaux d'enseignement, conformément à la loi, réparation est faite de l'oubli et de l'occultation. Mais il reste à explorer l'incommensurable legs laissé par toutes ces générations.”

Cela n'est pas un revirement par rapport à son discours de 2013. A l'occasion de la journée commémorative de l'abolition de 1848, François Hollande avait déclaré que les réparations étaient tout simplement “impossibles”. Il avait ensuite infléchi sa position en novembre 2014 à Thiaroye au Sénégal où trente-cinq Sénégalais furent massacrés par des gendarmes français renforcés par des troupes coloniales en décembre 1944. François Hollande avait alors affirmé qu'il était venu “réparer les erreurs de la France”. ●



HARRIET TUBMAN, LA "MOÏSE NOIRE"

Elle ramena plus de 300 esclaves du Sud

long de l'Underground Railroad. Elle trouve rapidement du travail comme servante et rejoint le mouvement abolitionniste de la ville.

En 1850, alors que le Congrès rend illégale toute assistance aux esclaves fugitifs par le Fugitive Slave Act, Tubman rejoignit les membres de l'Underground Railroad. En 1851, elle parvient lors de sa première expédition à sauver sa sœur et son enfant. Six ans plus tard, elle conduisait ses parents vers la liberté à Auburn, dans l'Etat de New York où elle s'était installée. De 1851 au début de la guerre civile, Tubman prit en charge 18 expéditions vers le Sud et aida près de 300 esclaves. Elle ne fut jamais prise ni ne perdit aucun esclave. Sa réputation s'étend rapidement sous le nom de "Moïse". Les récits de ses expéditions révèlent une fervente spiritualité, son courage et sa forte détermination à protéger ceux qu'elle aide.

EN FAVEUR DU DROIT DE VOTE DES FEMMES

Pendant la guerre civile, Tubman est tour à tour infirmière, scout et ponctuellement espionne pour l'Union Army en Caroline du Sud. Elle prit part à une campagne militaire qui libéra quelques 750 esclaves.

Après la guerre, Harriet Tubman devient une militante pour les droits des Afro-Américains et des femmes. Elle travaille en particulier à promouvoir la cause du suffrage féminin. À une femme blanche qui lui demandait si elle croyait que les femmes devraient avoir le vote, elle répondit qu'elle avait "assez souffert pour le croire". Tubman assista d'abord aux réunions des organisations suffragistes, avant de s'engager aux côtés de femmes telles que Susan B. Anthony et Emily Howland, militante américaine des droits civiques et activiste abolitionniste. Elle se rend à New York, Boston et Washington pour participer à des conférences en faveur du droit de vote des femmes. Son argumentation visait à démontrer que les femmes méritaient par leurs actions d'accéder aux droits politiques. Elle illustre son propos en décrivant sa propre action pendant et après la guerre de Sécession et met en avant le sacrifice des innombrables femmes qui avaient œuvré en faveur de la nation américaine.

Grâce à Sarah Bradford qui fit office de biographe et transcrivit ses récits, elle voit l'histoire de sa vie publiée en 1869 sous le titre de "Scènes de la vie d'Harriet Tubman (Scenes in the Life of Harriet Tubman)".

Cela fut d'une aide considérable pour sa condition financière misérable (elle n'obtint une pension pour son passé militaire que trente ans après les faits). La même année, elle épouse Nelson Davis, un autre vétéran de la Guerre de Sécession de vingt-deux ans son cadet. Ils vécurent ensemble à Auburn, État de New York, dans une maison qu'elle avait rachetée à son célèbre ami William H. Seward, secrétaire d'État sous la présidence d'Abraham Lincoln. Elle y vécut entourée de membres de sa famille et d'amis, qui avaient choisi de s'établir près d'elle après la Guerre de Sécession.

Elle mourut le 10 mars 1913 à près de 93 ans, dans la maison pour nécessiteux noirs qu'elle avait fondé à Auburn. ●

Harriet Tubman (1820-1913), la "Moïse noire", est parmi les grands noms de l'Underground Railroad. Ce réseau de maisons, tunnels et routes élaboré par les abolitionnistes facilitait l'accès des esclaves à la liberté.

Harriet est née esclave dans le Maryland, autour de 1820, sous le nom d'Araminta Ross. Elle travaille dès six ans comme domestique, puis dans les champs, dans de très pénibles conditions. Elle endure des années le traitement inhumain que lui firent subir différents maîtres jusqu'à recevoir une grave blessure provoquée par le violent coup sur le visage que lui a donné un contremaître. Elle ne s'en remet jamais complètement et souffrit d'évanouissements jusqu'à la fin de sa vie.

ELLE SE MARIE VERS 1844 AVEC UN NOIR LIBRE, JOHN TUBMAN ET PRIT PLUS TARD LE PRÉNOM DE SA PROPRE MÈRE.

En 1849, alors que les esclaves de la plantation doivent passer en de nouvelles mains, elle décide de s'enfuir. Elle parvient à Philadelphie, à pied, en train, et aidée du mouvement abolitionniste le

ADRIENNE WHEELER,
MILITANTE DE LA JUSTICE SOCIALE,
ARTISTE, PROFESSEUR D'ART

“Si les leçons
du passé ne sont
pas apprises et
comprises...”



Elle porte avec aisance ses habits d'artiste, d'éducatrice en ARTS, de Curateur Indépendante, de Militante pour la Justice sociale. Différentes casquettes, mais un seul but : le bien-être de tous, la justice sociale pour tous. Dans ses activités artistiques, Adrienne essaye de mettre en exergue le rôle que les pratiques spirituelles et culturelles de l'Afrique centrale et de l'Ouest ont joué dans la résistance au traitement inhumain de l'esclavage et d'autres formes d'oppression. Son combat pour la justice vient sûrement de cette ancêtre qui se battut pour la liberté du noir aux Etats Unis.

Qui êtes-vous, Wheeler Adrienne ?

Je suis une personne qui se bat pour la justice sociale. J'aime que les citoyens, surtout les plus démunis aient les mêmes droits que tous les autres.

Cette année, le thème de la Journée commémorative de l'esclavage des Nations-Unies est “Femmes et esclavage”, que ressentez-vous devant cet hommage fait à la femme ?

C'est une très belle initiative qui vient à temps, quand on sait que, malgré le grand rôle que les femmes ont joué lors de cette période triste de notre histoire, elles sont très rarement mises en avant. Je trouve donc le thème de cette année important, surtout pour notre jeunesse qui semble être déconnectée de notre histoire. Ça va permettre que cette nouvelle génération comprenne mieux d'où elle vient et qui sont les personnes qui se sont battues pour la liberté.

Parliez-vous de l'esclavage avec vos parents quand vous étiez plus jeune ?

J'ai eu la chance de grandir dans une famille d'intellectuels et d'activistes sociaux. Nous parlions de tout chez nous et particulièrement de l'esclavage, car c'est de là que tout est parti.

Pourquoi est-ce si important pour les générations futures d'avoir ce devoir de mémoire ?

Si les leçons du passé ne sont pas apprises et comprises, alors les

combats menés sont du gâchis. Il faut que nos enfants et les enfants de ces derniers connaissent leur histoire, pour qu'ils puissent avancer et réussir.

Y a-t-il une femme de cette période qui vous ait marquée ?

Oui, mon arrière, arrière, arrière-grand-mère ! Elle s'appelait Harriet Peterson Green, de Peekskill, à New York. Sa maison était un refuge, au milieu des années 1800, pour les nombreux esclaves en fuite. Elle le accueillait, les cachait et les nourrissait, avant qu'ils ne reprennent la route pour la liberté.

Que peut-on faire pour que cette commémoration ne se limite plus seulement à New York, mais que le monde entier se l'approprie ?

Pour que ce soit possible, il faudrait déjà que nous soyons vigilants quant aux violences faites aux femmes à travers le monde. Nous devons éradiquer la pauvreté qui affecte surtout les femmes et les enfants. Nous devons plaider pour l'éducation des femmes et des filles.

Avez-vous des projets en Afrique ?

J'ai envie de développer des programmes d'échanges culturels et artistiques entre ma ville natale et plusieurs pays africains. Je pense aux pays comme le Sénégal, l'Afrique du Sud et le Nigeria. ●



COMMÉMORATION DE L'ESCLAVAGE

Dakar a célébré la première Journée nationale le 27 avril 2015

Le lundi 27 avril, le Sénégal commémorait la première Journée nationale de l'esclavage et l'abolition de la traite négrière. A cette occasion, une plaque a été dévoilée à l'Hôtel de ville de Dakar.

A l'Hôtel de ville de Dakar, ils ne sont pas nombreux, mais leur présence est symbolique. Quelques représentants diplomatiques, des artistes et des collégiens dakarois sont venus célébrer la première Journée nationale de l'esclavage. Parmi eux, François et Yaye Soukèye : "C'est pour ne jamais oublier parce que c'est une histoire marquante pour les Africains, mais aussi pour les Blancs. C'étaient nos grands-pères et nos grands-mères, ceux qu'on a em-

menés. Et ça, ça reste très important", ont-ils soutenu à l'unisson.

Une commémoration faite cinq ans après l'adoption de la loi par l'Assemblée sénégalaise, la première loi africaine qui déclare l'esclavage "crime contre l'humanité".

"Dans le continent africain, on n'a pas encore une mémoire de cette histoire, une mémoire de la traite des Noirs et de l'esclavage", regrette Karfa Sira Diallo, fondateur du Mémorial de la traite des Noirs. "Que nous arrêtons en Afrique de ne célébrer que les indépendances, il n'y a souvent que cette date qui revient dans l'agenda officiel de nos Etats. Cette histoire est importante. Nous n'avons pas encore assez de mémoire, nous n'avons pas encore transformé cette histoire dans des lois, dans des règlements, dans des cultures. C'est cela qui peut nous permettre, non pas de résoudre la question de la haine, mais au moins sensibiliser notre jeunesse", poursuit-il. ●



Maison des esclaves de Gorée

MESSAGE DE BAN KI-MOON, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES

“Il est tragique de constater que l’esclavage n’a pas disparu”

Pendant plus de quatre siècles, quelque 15 millions d’Africains issus des quatre coins du continent ont été arrachés à leur terre d’origine et transportés de force aux Amériques. Ce nombre reste toutefois inférieur à celui des personnes achetées par les marchands d’esclaves. Les esclaves qui ont survécu ont été achetés et vendus, leur dignité a été foulée aux pieds et leurs droits de l’homme bafoués. Même leurs enfants pouvaient leur être retirés et vendus par leur “propriétaire” pour faire un profit. La traite transatlantique demeure un crime monstrueux qui entache l’histoire de l’humanité.

Cette année, la Journée de commémoration est dédiée à la mémoire des nombreuses femmes qui ont souffert de la traite des esclaves et qui en sont mortes. Malgré l’atrocité des violences qu’elles ont subies – l’esclavage sexuel et reproductif, la prostitution forcée, les agressions sexuelles répétées, les grossesses forcées et la vente de leurs enfants, pour n’en citer que quelques-unes – ces femmes ont joué un rôle décisif pour préserver la dignité de leur communauté, et leur détermination et leur résistance courageuse n’ont été que trop souvent sous-estimées, voire oubliées.

Il est tragique de constater que l’esclavage n’a pas disparu et perdu tout aussi inexorablement dans de nombreuses parties du monde



sous la forme de travaux forcés, de traite, d’exploitation sexuelle ou de captivité dans des conditions s’apparentant à l’esclavage. Il est absolument vital de bien faire comprendre à tous les dangers inhérents au racisme tenace sans lequel ces pratiques abjectes ne pourraient exister. Le programme éducatif “En mémoire de l’esclavage” mené par le Département de l’information vise à mieux faire connaître la traite transatlantique et à faire comprendre comment, en matière d’intolérance, on peut très rapidement passer d’un état d’esprit à des actes de haine et de violence.

À l’occasion de cette journée internationale, je dévoilerai au Siège de l’Organisation, à New York, un monument permanent destiné à commémorer dignement les victimes de l’esclavage et de la traite transatlantique. Construit sur l’esplanade des visiteurs, ce monument intitulé “l’Arche du retour” rappellera aux visiteurs du monde entier les terribles répercussions de la traite des esclaves. Il nous aidera à panser les blessures, à remémorer le passé et à honorer le souvenir des victimes.

En cette journée de commémoration, je demande à tous de renouveler leur engagement à mettre fin à l’esclavage moderne afin que nos enfants puissent vivre dans un monde débarrassé du racisme et des préjugés, où tous peuvent jouir des mêmes chances et des mêmes droits. ●

DAMIAN CARDONA ONSES, DIRECTEUR DU CINU

RECUEILLIS PAR ELIMANE KANE

“Les autorités sénégalaises et new-yorkaises doivent se concerter sur le Mémorial des victimes de l’esclavage se trouvant à New York”

Directeur du Centre d’information de l’ONU (CINU) à Dakar, Damian Cardona Onses donne son avis dans cet entretien sur les programmes des Nations-Unies concernant les commémorations des journées relatives à la question de l’esclavage et de la traite transatlantique.

En tant que Directeur du CINU, que vous inspire la commémoration de cette journée internationale sur Femmes et Esclavage ?

A titre personnel, c’était très émouvant. J’ai commencé ma carrière internationale en 1992 et c’était en Guinée Bissau. Là-bas, on parlait beaucoup de l’esclavage, mais je n’en mesurais pas tous les aspects, à l’époque, parce que j’étais jeune. Même si j’avais appris la question

à l’Université. Une fois, je suis venu à Dakar pour un long week-end, je me suis rendu à l’île de Gorée et là cela a été très impressionnant. Cela a été un des moments les plus choquants de ma vie. J’ai été aussi observateur électoral en Afrique du Sud et cela m’avait permis d’aller à Robben Island, la prison où a été incarcéré Nelson Mandela. Ce sont des endroits qui vont me marquer toute ma vie. D’un point de vue institutionnel au niveau des Nations-Unies, la commémoration de cette journée internationale Femmes et Esclavage est une grande commémoration et c’est même un programme. On a plusieurs journées à commémorer aux Nations-Unies, mais il y en a qui ont des natures éducatives comme celles qui commémorent le génocide au Rwanda, l’Holocauste, la Seconde Guerre mondiale et l’esclavage transatlantique. Il y a des programmes annuels visant

SUITE ➔

Crédit photo : Moussa Sogué



à sensibiliser sur ces tragédies, dans les médias, les universités, les écoles pour qu'elles ne se répètent plus.

Quelle restitution allez-vous faire par rapport aux différentes communications faites par des autorités à Dakar lors de cette journée de commémoration Femmes et Esclavage ?

Par rapport à cette journée internationale de la Traite transatlantique, dont le thème cette année est Femmes et Esclavage, on a fait une exposition à la Galerie nationale d'art de Dakar et on va la déplacer dans différents centres culturels du Sénégal et à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. On va faire également des activités à l'île de Gorée, des séances de dessins, etc., et dans les années à venir, on espère l'élargir avec l'appui du ministère de l'Education nationale. Cette année, on l'a fait avec le ministère de la Culture. On veut que de plus en plus cela soit une journée de réflexion, de silence pour atteindre un changement des préjugés.

Quel est votre sentiment sur le travail des autorités locales et des intellectuels sénégalais sur cette question ?

On a noté la présence des autorités sénégalaises lors du vernissage de l'exposition à la galerie d'art de Dakar et elles ont parlé de sites de mémoires qui œuvrent pour la question de l'esclavage, et pas seulement de l'île de Gorée. Cela ne s'arrête pas seulement aussi au Sénégal. L'exposition faite à Dakar va être traduite en portugais et transférée à Bissau. On a eu un entretien avec le ministre de la Culture du Sénégal et il a donné tout son appui à cette célébration. C'est un premier pas et pour l'année prochaine, j'aimerais avoir plus de collaboration avec le ministère de l'Education nationale.

Est-ce qu'il n'aurait pas fallu associer les pays limitrophes au Sénégal qui ont connu aussi l'esclavage ?

Cette année, cela a concerné le Sénégal et la Guinée-Bissau. J'espère que l'année prochaine on pourra y associer la Gambie, la Guinée-Conakry et même la Mauritanie. J'ai prévu de rencontrer l'Ambassadeur de la Mauritanie au Sénégal et nous en discuterons.

Nous sommes là pour servir et offrir des possibilités et non pour imposer des choses.

Est-ce que pour l'année prochaine vous prévoyez de plus impliquer les enfants ?

Oui et c'est pour cela que dès cette année on a voulu célébrer cette journée dans plusieurs endroits du pays. Il est prévu dans ce sens une collaboration l'année prochaine avec le ministère de l'Education nationale, pour impliquer justement les enfants, les élèves et les étudiants. Le Centre d'information des Nations-Unies doit et veut travailler en ce sens avec les écoles.

Est-ce qu'on peut avoir l'agenda des principales journées que le CINU célèbre au Sénégal ?

En janvier, il y a la journée des victimes de l'Holocauste, puis la journée de la Femme, ensuite des Victimes de l'esclavage. On est en train de travailler avec les différents responsables de communication des agences non gouvernementales de Dakar pour cibler des dates et des journées importantes à commémorer au Sénégal. Je pense que la journée du 5 juin qui commémore l'Environnement est très importante. Je constate qu'il y a trop de sacs en plastique dans l'environnement sénégalais et je le dis avec beaucoup de tristesse. Les autorités sont au courant et il y a des programmes en cours, mais nous aussi on va apporter notre pierre à l'édifice. Il y a plus de 150 journées de commémoration, il y a aussi des semaines, des années et des décennies. Ce sont tous des outils de communication des Nations-Unies et c'est à nous de choisir lesquelles commémorer au Sénégal. Cette année, on va célébrer la journée contre la Pauvreté le 16 octobre. Après le sommet des Nations-Unies de septembre 2015, qui va sans doute être le sommet le plus important de l'histoire des Nations-Unies, on va fermer la page des ODM (Objectifs de développement du millénaire) pour ouvrir l'agenda post-2015 avec les ODD (Objectifs de développement durable). Le 26 octobre sera aussi une journée de réflexion, de même que le 10 décembre, journée des Droits de l'homme.

Est-ce qu'au Sénégal et en Afrique en général, il sera célébré la décennie des Afro-descendants qui a été une résolution de l'Assemblée générale des Nations-Unies ?

Sincèrement, je ne sais pas. Cela fait quelques semaines que je suis au Sénégal et je sais que je dois beaucoup écouter. Je pensais en principe que cette célébration concernait des pays comme le Brésil, Haïti, les Etats-Unis où il y a des afro-descendants. Mais pas le Sénégal et le reste de l'Afrique où il n'y a pas d'afro-descendants. Par contre il y a tout le lien culturel et l'héritage entre ces pays. Je préfère pour le moment me réserver et écouter les collègues qui en connaissent plus un rayon que moi.

Est-ce qu'il est prévu au Sénégal un plan de promotion du Mémorial sur l'esclavage réalisé à New-York par l'architecte designer Rodney Leon ?

J'avais pensé que ce serait une bonne idée, en parlant avec les responsables de la Maison des esclaves de Gorée, d'installer un panneau qui explique qu'il y a ce Mémorial à New-York. Si le conservateur de la Maison des esclaves de Gorée est d'accord on pourrait avoir ce panneau. Il y a un dialogue culturel entre l'Arche du retour à New-York et la Porte du non retour de Gorée. Je pense que ce serait bien que les autorités sénégalaises et new-yorkaises se concertent sur cette opportunité qu'est ce Mémorial sur les victimes de l'esclavage qui se trouve à New-York. ●



Crédit photo : A. Verbosky

Le regard d'un africain sur l'Amérique

L'esclavage... j'essaie de passer en revue les premières fois que ce mot a résonné dans mon esprit. Une chose est sûre, c'est que personne ne peut être préparé à comprendre la réalité de nos ancêtres Africains arrachés à nos terres sans personne pour les réclamer. Mon séjour en Amérique me l'a montré. Cela a été un choc pour moi.

C'est un sujet encore tabou, mais qui en aucun cas ne doit définir notre identité d'Africain.

C'est alors que j'ai décidé d'approcher différemment cette page microscopique de l'histoire de nos peuples : c'est-à-dire comme un cas d'étude marketing d'un "produit" à reconstruire, changer son image et développer...

Malgré la fascination contredite en permanence par l'indignation que l'on peut avoir pour le nouveau monde, il faut vivre en Amérique pour comprendre son peuple.

Cette expérience avec les Américains, que j'ai côtoyés pendant une décennie, m'a permis de mieux apprécier mes origines, et de comprendre aussi pourquoi l'Amérique a du mal à accepter son lien ombilical avec l'Afrique, qui, confinée à la périphérie, n'a pas encore révélé au monde sa véritable identité.

Le peuple africain, extrêmement complexe par sa multitude ethnique, linguistique, culturelle, culinaire et coutumière, n'a pas réellement communiqué sur son "art de vivre". Alors que celui-ci est la base fondamentale d'existence pour une culture.

D'où l'intérêt de définir nos identités d'Africains dans leurs intégralités, de les communiquer dans les règles de l'art ; et "vendre" leurs concepts au monde entier pour définitivement sortir notre continent de l'éternelle obscurité dans laquelle il a été enfermé.

Mon séjour aux USA m'a littéralement fait réaliser que "l'extérieur" n'est pas mieux. Ce que, malheureusement, les générations africaines d'après l'indépendance ont été conditionnées à croire. Nous préférons des meubles d'Italie, des fleurs factices "Made in China" pour la maison, alors que nous avons accès au "baneex" ultime (ou "Lifestyle" comme disent les Américains) en Afrique si nous regardons en profondeur ce que nous avons et l'exploitons.

Commençons par comprendre qui nous sommes, comment nous vivons notre quotidien en tant qu'Africain, et être nous-mêmes pour être enfin respectés.

L'esclavage est un sujet douloureux, certes, mais je souhaite modestement parler de nos ancêtres africains. Je commencerai par les curiosités liées à mon métier de Sommelier, dont j'ai été témoin et qui m'ont fait sourire dès que j'ai foulé le sol américain.

LA NOURRITURE AMÉRICAINE, LA PREMIÈRE EMPREINTE GÉNÉTIQUE DE L'AFRIQUE

Étant une des rares sommeliers certifiés, femme et d'origine africaine, je suis exposée à la culture gastronomique internationale pour mieux choisir les boissons adaptées et mieux les vendre.

Les premiers aliments des Américains qui m'ont interpellée sont la pâte d'arachide et les feuilles géantes dont ils raffolent. Alors que l'arachide en elle-même est rarement citée dans le vocabulaire culinaire des Européens.

Plus étonnant, l'enfant américain (notamment du Nord) raffole de tartine, de pain au beurre de cacahuète au petit-déjeuner et au goûter. Et s'impose à l'esprit le "mburaake" à base de pain sec pilé et de pâte d'arachide, dont nous raffolions enfants au Sénégal, avant d'aller à l'école ou à la sortie des classes.

Et c'est là que j'ai réalisé que malgré le melting-pot, la mémoire génétique de nos ancêtres Africains a traversé le temps. Des détails que l'Américain d'aujourd'hui a assimilés comme les siens, sont un direct lien avec notre continent qui n'attend qu'une chose, se reconnecter avec ses enfants de l'autre côte de l'Atlantique.

N'oublions pas que les esclaves, confinés à la cuisine, ont nourri pendant plus de quatre siècles le peuple américain et élevé les enfants du continent.

De même, l'Amérique est actuellement en pleine révolution culinaire, avec comme objectif de se débarrasser définitivement de son image de malbouffe, abandonnant le riche, le sucré, le gras ou les ingrédients couverts de sauce, de "saf safal" (un signe qui rappelle le palais africain ?) pour en définitive respecter l'intégrité des ingrédients et la laisser s'exprimer...

Les feuilles : Kale, Swiss Chard, Collars Greens... autant de végétaux épais et volumineux qui font partie intégrante de la cuisine américaine, et ils en raffolent.

Initialement, j'ignorais comment cuisiner ces feuilles, et leur goût. Et là encore un flash me vient à l'esprit, me renvoyant aux "sauces feuilles", avec les variantes qui vont de notre "mbuum", longeant la côte ouest-africaine, jusqu'en Afrique centrale.

L'huile de palme n'étant pas produite en Amérique, faisait sans doute défaut aux esclaves, qui ont dû s'adapter et créer leurs plats avec les moyens du bord, produit d'un autre continent...

Autres aliments typiques de notre continent, que je vois faisant partie de la sélection des supermarchés américains : le manioc en poudre ou frais, le gombo, la banane plantain alimentant les latinos américains.

Et le Barbecue, le churrasco dont ils sont si fiers... Le flashback du "Dibi" s'impose à mon esprit... Après tout, quasiment toutes les familles américaines étaient nourries pas les Africains et leurs descendants durant l'esclavage.

La nourriture est un lien d'échange qui ouvre les portes du dialogue entre les deux continents. Elle sera déterminante pour entrouvrir la compréhension et la mise en valeur de notre continent. ●

"Kay niou agn"

Suivez Oumy sur twitter @Champagnesomm et instagram : @champagnesommelier #afrimagazine #afrig

PROJET DU MÉMORIAL DE GORÉE

Les raisons pour le construire !



Le projet du Mémorial occupe une "position centrale en raison de son apport économique, de son lien avec les technologies, de sa contribution au marché de l'emploi".

Le complexe du Mémorial de Gorée est un "objectif prioritaire de politique nationale" et nous pousse à accéder au marché international des biens et des services de par ses contenus et les flux internationaux de ses visiteurs.

"Un milliard de personnes naîtront en Afrique dans les trente prochaines années et 900 millions quitteront la campagne pour la ville. En 2050, une personne sur quatre dans le monde sera africaine et 50% d'entre elles auront moins de 25 ans". C'est un bouleversement qui aura des effets considérables sur l'économie, y compris l'économie liée à la culture et dont le Mémorial est un symbole vivant et puissamment représentatif.

Nos besoins en investissements sont considérables compte-tenu de notre croissance démographique, de notre urbanisation accélérée, des retards cumulés dans l'aménagement d'infrastructures nationales.

Voilà le terreau qui accueille un projet aussi avancé et porteur que celui du Mémorial de Gorée au Sénégal, dont les travaux sont prévus pour démarrer en cette année 2016.

"Trente cinq milliards de vidéos sont visionnées tous les jours sur You tube". Le Mémorial de Gorée en sera une des plus grandes attractions.

2,9 milliards d'internautes se connectent par des supports mobiles. Il n'existe plus de frontières, le Mémorial sera accessible partout dans le monde et trouvera des plateformes inédites pour sa visibilité et la mise en marché de ses contenus.



Le Président Macky Sall recevant à Paris le 29 novembre dernier Ottavio Di Blasi



Le Mémorial de Gorée s'inscrit aujourd'hui dans une compétition politique, technologique et économique. Sa gestion ouvrira des marchés colossaux chez nous, en Afrique et de par le monde. C'est d'un patrimoine culturel mondial dont il s'agit.

Dans un pays qui se veut émergent, il faut des infrastructures locomotives marquantes portées et soutenues à la fois par les "pouvoirs publics, le secteur privé de l'économie, les créateurs, les diffuseurs, les promoteurs". Le Mémorial de Gorée en a l'envergure et l'ambition.

La tour Eiffel reçoit près de huit millions de visiteurs par an, et chaque visiteur paie 20 euros par visite, soit 13.100 FCFA. Ce qui avoisine

des recettes annuelles de 104 milliards 800 millions de FCFA.

Une estimation réalisée par le cabinet de l'architecte du Mémorial nous conduit à des projections de huit mille visiteurs la première année d'ouverture du Mémorial aux visiteurs, chaque visiteur payant un billet d'entrée compris entre 2000 FCFA pour les nationaux et 10.000 FCFA pour les étrangers, soit 15,26 euros.

Le Mémorial de Gorée enrichira l'offre et la demande culturelle du Sénégal. Il sera un rendez-vous culturel international, c'est-à-dire une destination de visite culturelle incontournable. Ce sera l'émergence d'un nouveau pôle sur la carte culturelle du monde qui, à court terme, cinq ans au plus, contribuera tant soit peu au produit intérieur brut en capturant des parts de marché culturel global.

Sur le plan politique, et cela compte, le Président Sall doit avoir cette réalisation inscrite sur son bilan et dès le premier mandat, de préférence.

La construction du complexe du Mémorial de Gorée est bien sûr liée à la sauvegarde de l'île de Gorée.

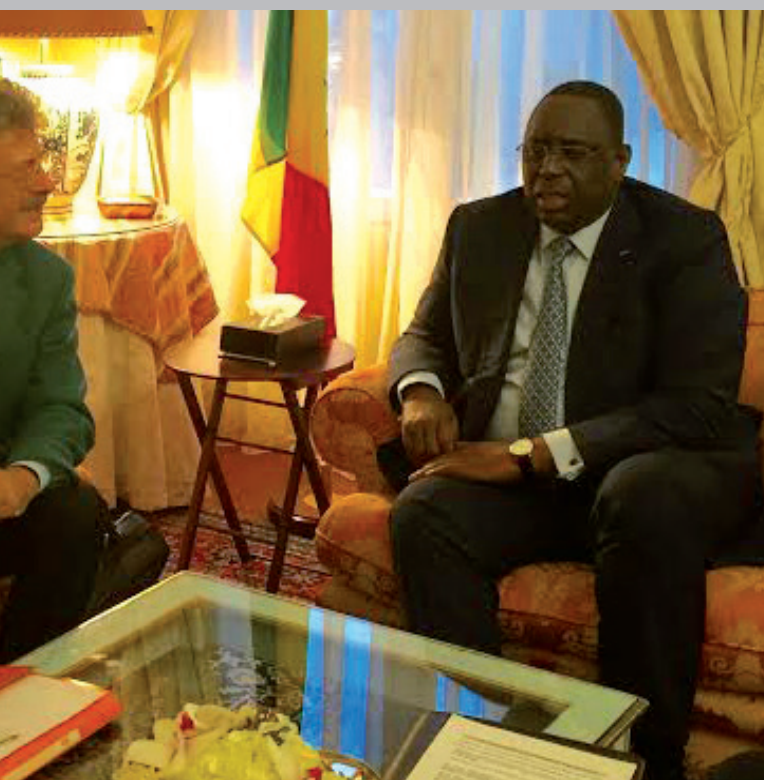
Le Mémorial de Gorée ne sera pas seulement un monument commémoratif, mais un puissant instrument de promotion et de renaissance culturelle de l'Afrique. Il sera une fierté pour le Sénégal et son chef. Il sera un laboratoire de la coopération internationale pour la cause des droits de l'homme. Il s'agira de resserrer les liens entre les noirs d'Afrique et leurs frères de la diaspora, renforçant ainsi l'identité culturelle des peuples noirs.

Ce projet est un projet total, moderne, porteur de croissance et de développement. Il s'inscrit merveilleusement dans la solide et innovante politique d'émergence conduite avec détermination et vision par le président de la République Macky Sall.

Il est heureux que Monsieur le Président de la République ait décidé de la nécessité du Gouvernement de le soutenir, de le promouvoir et de le réaliser au plus tôt. ●

AMADOU LAMINE SALL, COMMISSAIRE GÉNÉRAL À LA RÉALISATION DU MÉMORIAL DE GORÉE. SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FONDATION GORÉE

N°1 DU 15 FÉVRIER 2016 AU 15 AVRIL 2016



l'architecte du projet, Amadou Lamine Sall et Jalil Laguili chargé de mission

EXPOSITION PHOTO "FEMMES ET ESCLAVAGE"

Dames de cœur, combattantes de la Liberté

A l'occasion de la Journée internationale de la Commémoration des Victimes de l'Esclavage et de la Traite Transatlantique des Esclaves, la Galerie nationale des arts a abrité, mercredi 26 mars 2015, un vernissage en l'honneur de femmes iconoclastes, célèbres ou peu connues dans l'histoire, comme la reine Anne Zingha d'Angola (1582-1664), Claire, la négresse maronne de la Guyane française, l'Haïtienne Suzanne Belair (1781-1802), ou encore les Amazones du Dahomey. Des femmes qui ont résisté et offert leur vie en sacrifice pour que le sexe féminin s'affranchisse et retrouve sa dignité et sa splendeur à travers les siècles.

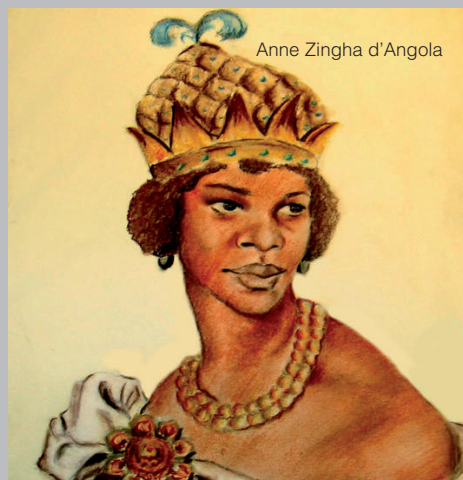
Cette exposition photo de plus de 20 tableaux sur "Femmes et Esclavage" a été organisée par le Centre d'information des Nations-Unies (CINU) de Dakar, en collaboration avec l'Onu-femmes, l'Unesco et le Mémorial de l'abolition de l'esclavage de Nantes (France). Elle a permis de magnifier le rôle de cheville ouvrière joué par des femmes dans les luttes abolitionnistes et anti-esclavagistes.

Malgré l'atrocité de leur condition liée à leur couleur de peau et l'exploitation domestique et sexuelle de leur condition féminine, ces Dames au cœur de biographies saisissantes ont transpercé l'histoire de l'esclavage, s'érigeant en javelots flamboyants de la dignité et de l'émancipation de la femme à travers des actes de bravoure qui ont fait rougir plus d'un homme. Mais, qui sont ces héroïnes d'hier et d'aujourd'hui ?

Ces Dames de fer, Dames de cœur ont symbolisé le non catégorique, à un moment où il était même difficile pour un homme noir courageux de contester l'esclavage ainsi que les dégâts collatéraux de cette traite inhumaine. Elles, ces amazones des temps passés, sont encore aujourd'hui les héroïnes du présent, même si des siècles sont passés après leur héroïsme. La clameur de leurs cris de guerre ainsi que leurs sacrifices lointains ont été ressuscités dans les cœurs à travers cette exposition historique. Ces femmes braves ont été ainsi magnifiées et chantées en photo et en peinture à l'occasion de cette exposition à la Galerie des arts.

ANNE ZINGHA D'ANGOLA : LA BATTANTE

Au moment où des hommes luttèrent contre la traite, des femmes aussi se bat-



Anne Zingha d'Angola

taient contre l'esclavage. Des Dames à la fière allure et la dignité en bandoulière, telles que la reine Anne Zingha d'Angola (1582-1664). Un peu d'histoire.

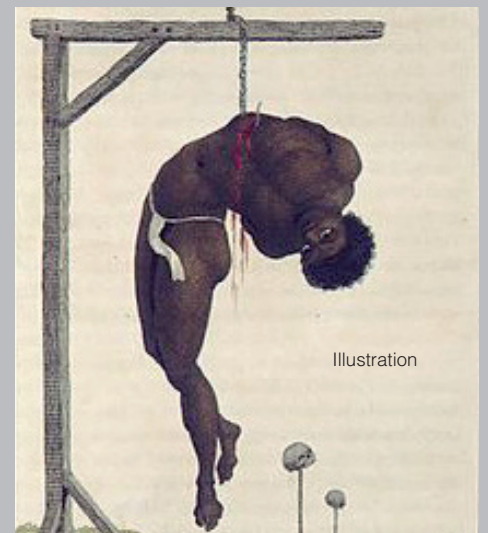
"Son nom complet est : Ngola Mbandi Nzinga Bandi Kia Ngola, qui signifie : la reine dont la flèche atteint toujours la cible. Elle a dirigé le Royaume d'une main de fer jusqu'à sa mort, à l'âge de 82 ans. Elle constata avec effroi l'asservissement en esclavage d'une partie de son peuple : Luanda avait la réputation d'être un port de traite difficile. Les esclaves y étaient parqués comme des bêtes et près de la moitié d'entre eux mourraient de malnutrition et de mauvais traitements avant même leur transfert sur les bateaux.

Accueillie par le vice-roi du Portugal Don Joao Correia da Souza, Anna Zingha marqua les colons par son habileté politique, qui lui permit de dominer la rencontre. A la fin de la négociation, le vice-roi proposa que le territoire libre de la reine soit mis sous la protection du roi du Portugal, ce qui signifiait en réalité le paiement d'un impôt consistant en la livraison de 12 à 13 000 esclaves par an à l'administration coloniale. Une proposition qu'Anna Zingha refusa fermement. Toute-

fois, le traité signé, Anna Zingha obtint gain de cause et put régner sur la dernière partie libre du pays jusqu'à sa mort. Sans héritier pour le trône, elle fut la dernière souveraine à régner sur l'Angola".

CLAIRE, LA MARONNE DE LA GUYANE

Claire, la négresse maronne de la Guyane française, finira quant à elle étranglée et pendue pour avoir fugué de sa réserve esclavagiste. Dandara, la fugitive du Brésil subira le même sort de la lourde peine capitale. Dandara demeure la plus grande figure féminine de la résistance anti-esclavagiste et anticolonialiste et des héros pour la communauté afro-brésilienne, le Brésil et l'Amérique du Sud en général au 17ème siècle. Il faut souligner que le marronnage était le nom donné à la fuite d'un esclave hors de la propriété de son maître en Amérique, aux Antilles ou dans les Mascareignes à l'époque coloniale. Le fuyard lui-même était appelé Marron ou Nègre Marron comme Claire la Marronne, ou encore Negmarron, ou Cimarron.



Illustration



Sanité Belair

SANITÉ BELAIR, LA RÉVOLUTIONNAIRE HAÏTIENNE

De son côté, l'Haïtienne Sanité Belair a aussi écrit sa propre histoire, en étant à l'origine d'un soulèvement d'esclaves de Saint Domingue. Sanité Belair, de son vrai nom Suzanne Belair, (1781-1802), a été une révolutionnaire et officier de l'armée d'Haïti de Toussaint Louverture lors de la Révolution haïtienne.

Suzanne Belair, connue sous le surnom de Sanité Belair, est née à Verrettes en 1781. Elle participa activement à la Révolution haïtienne et devint sergente, puis lieute-

nante de l'armée de Toussaint Louverture pendant le conflit contre les troupes françaises de l'expédition de Saint-Domingue. Fusillée avec son mari, le 5 octobre 1802, Sanité Belair est considérée comme l'un des quatre héroïnes les plus symboliques de l'indépendance d'Haïti, aux côtés de Catherine Flon, Cécile Fatiman et Dédée Bazile. Tout comme la reine Nanny, figure emblématique de la résistance des Maroons jamaïcains au 18ème siècle. Cette Dame de fer a déclenché par son charisme une rébellion dans les plantations de canne à sucre en Jamaïque, avant d'être assassinée dans des circonstances par encore élucidées.

LES AMAZONES DU DAHOMEY

Que dire de la tragédie des Amazones du Dahomey au Bénin (1708-1740) avec leurs fameux seins coupés. Ces guerrières préféraient plutôt intégrer la cour du roi que de devenir esclave. "Certaines de ces amazones sont des captives ou des esclaves qui, en intégrant la garde prétorienne du souverain, perdent leur statut d'esclaves", renseigne l'exposition. Les amazones du Dahomey "étaient recrutées vierges au moment de leur adolescence. Elles devenaient après symboliquement des épouses du roi et étaient chargées de sa sécurité. Aussi, elles devaient renoncer à leur féminité pour être des amazones. En effet,



Margaret Garner

la légende rapporte qu'elles se coupaient même un sein pour la circonstance.

LE DRAME DE MARGARET GARNER

Cruel comme le sort de Margaret Garner qui était une esclave fugitive. Après une planification avortée d'une fuite en 1856, Margaret Garner fit le terrible choix de tuer ses enfants plutôt qu'ils deviennent esclaves. Elle a réussi à tuer sa fille de deux ans, mais elle n'eut pas le temps de tuer ses garçons. Son histoire aurait d'ailleurs inspiré le roman "Beloved" de Toni Morrison qui a remporté le prix Pulitzer. ●

La tragédie de l'exploitation sexuelle

Un tiers des 15 millions de personnes d'origine africaine vendues comme esclaves lors de la traite transatlantique étaient des femmes. Ce qui explique l'ampleur du supplice des femmes qui ont souffert le martyre de l'oppression sexuelle et domestique.

D'ailleurs, l'exploitation sexuelle des esclaves était une des grandes tragédies silencieuses et douloureuses sans dénouement des femmes esclaves, comme d'ailleurs l'a fustigé Marie Pierre Racky Chaupin, la coordinatrice des programmes d'Onu-Femmes Sénégal.

"Cette journée doit nous rappeler que le combat pour la liberté, l'égalité et la fraternité est d'actualité dans un monde marqué par d'autres formes d'esclavages. L'organisation et la mentalité patriarcale de toutes les sociétés esclavagistes de l'époque ont

eu des répercussions directes sur les modes d'exploitation de l'esclavage féminin et masculin. La femme a été une esclave sociale dont les fonctions étaient essentiellement liées à l'univers domestique et familiale des maîtres. Les femmes esclaves vivaient dans une grande promiscuité avec leurs maîtres et maîtresses qu'elles devaient laver, habiller et accompagner en toute circonstance", a-t-elle dénoncé.

Avant d'ajouter que "les femmes esclaves pouvaient se marier et fonder une famille, mais la séparation avec leur famille était une épée de Damoclès avec laquelle elles devaient vivre en permanence. Les pratiques voulaient également que l'enfant d'une esclave soit arraché durant la petite enfance ou l'adolescence ; la cruauté morale de cette pratique a souvent poussé un grand nombre de femmes esclaves à vouloir briser le cycle héréditaire de l'esclavage et surtout épargner leur descendance des chaînes qu'elles portaient elles-mêmes par le biais de l'in-

fanticide et des avortements". De son côté, dans ce même élan d'hommage à ces femmes anti-esclavagistes exceptionnelles, la représentante de l'UNESCO en Afrique de l'Ouest, Guimar Alousa Cano a tenu pour sa part à saluer "un devoir de mémoire et de reconnaissance envers plus de 5 millions de femmes africaines". "La question du genre et du rapport entre les hommes et les femmes n'a pas été abordée très souvent dans les recherches et débats sur l'esclavage. Or, force est de remarquer que les conditions des hommes et des femmes n'ont pas été les mêmes dans le rapport de servitude", a argué la représentante de l'UNESCO. Mme Cano a aussi préconisé "la nécessité d'approfondir la réflexion sur les conséquences contemporaines de ces tragédies et leur implication sur nos sociétés, qui se traduisent par le racisme, la discrimination raciale et l'intolérance, mais également toutes les formes modernes d'esclavage et d'exploitation". ●

ALIOUNE SARR, DG DE SENECARTOURS ET INITIATEUR DE GLOBAL IN

“L'intelligence économique nous aide à ne pas rester passif pour régler

Directeur général de Senecartours Sénégal et initiateur du Global Intelligence Service, Alioune Sarr décline, dans cet entretien, les grands axes du concept révolutionnaire d'intelligence économique pour la marche des affaires.

Que pouvez-vous nous dire sur la fameuse formule intitulée Intelligence Economique ?

Je peux d'ores et déjà dire qu'on est en train de formaliser cette formule en tant que discipline. Mais il faut noter que l'intelligence économique a toujours existé, parce que c'est une discipline qui opère dans l'information. Cela concerne son acquisition, son traitement, sa protection et ceci en vue de permettre à celui qui l'adopte de prendre des positions. Pour résumer, on peut dire que c'est une communication d'influence.

On a deux termes ambitieux que sont l'intelligence et l'économie. Quel pourrait être ici leur point de convergence et le résultat escompté ?

C'est assez complexe, parce que dès qu'on parle d'intelligence économique, les gens y voient de l'économie, alors que c'est l'économie de l'information. C'est-à-dire où avoir les bonnes informations et où les tirer. Comment les protéger ? Comment en faire un outil d'influence ? C'est par rapport à tous ces éléments qu'on parle d'intelligence économique. C'est un procédé très ancien et beaucoup utilisé dans le milieu des affaires. En tant qu'entreprise, j'utilise l'intelligence économique par rapport à la concurrence, parce que cela me permet de me situer, de voir les forces et les faiblesses des autres. Histoire de savoir où trouver les bonnes informations, comment les protéger, afin de ne pas les mettre à la disposition de la concurrence. La finalité étant d'avoir la bonne information.

Vous opérez dans le domaine du tourisme. Comment utilisez-vous concrètement cette méthode dans la gestion de vos affaires ?

Au jour le jour, j'utilise l'intelligence économique pour me situer dans le secteur touristique tant au niveau national qu'international. Cela me permet de comprendre comment fonctionnent les autres. Avec l'internet, on peut collecter beaucoup d'informations, faire des comparaisons pour comprendre la motivation des voyageurs. On peut dès lors la copier et l'adapter au niveau local. On peut donc utiliser l'intelligence économique pour damer le pion à la concurrence au niveau local et international.

Est-ce que cela peut constituer une solution pour résorber les maux du tourisme sénégalais ?



Oui, cela peut constituer la solution, puisque l'intelligence économique doit être utilisée dans tous les secteurs. Même les agriculteurs doivent l'utiliser pour régler leurs problèmes. Pour en revenir au tourisme local, il est évident qu'on doit utiliser l'intelligence économique pour régler nos problèmes. Qu'est-ce qui fait que le tourisme sénégalais ne marche pas ? A côté de nous, quels sont les pays qui font du bon tourisme ? On peut citer le Maroc, la Tunisie, le Cap-Vert, etc. Cela permet aussi de situer les tendances actuelles dans le tourisme parce qu'il y en a tout le temps.

Est-ce qu'un travail de vulgarisation a été fait au Sénégal pour que les différents secteurs se l'approprient ?

Non, pas tellement. Au Sénégal, l'intelligence économique en est encore à ses balbutiements. Ce n'est pas encore inscrit dans le fonctionnement des affaires. Si on prend l'exemple d'un pays comme la France, à partir de la Licence, toutes les études utilisent l'intelligence économique. De ce point de vue, l'Afrique est en retard, à l'exception peut-être du Maroc. On doit comprendre qu'aujourd'hui toutes les informations doivent être contrôlées et qu'il faut savoir ce qui se passe ailleurs. Cela peut aider à régler beaucoup de problèmes dans notre espace francophone. Il y a beaucoup de choses que nous ne faisons pas par manque d'informations.

aide à influencer r nos problèmes"



Crédit photo : Moussa Sogué

Que faire justement pour combler le retard du Sénégal en particulier ?

C'est très difficile. J'invite plutôt les autorités à se saisir de la question pour commanditer des études auprès de certains cabinets. Un cabinet a eu à le faire, il y a quelques années de cela, en conviant à la réflexion les plus hautes autorités de ce pays. Cette réunion s'était tenue au Méridien Président et avait noté la présence des gradés de l'Armée et des différents corps de métiers de notre pays. Mais, depuis, ça ne bouge pas trop.

Il est question aujourd'hui de PSE au Sénégal. Est-ce que vous avez retrouvé une part de l'intelligence économique dans la confection de ce fameux programme ?

Je n'ai pas encore étudié entièrement ce document mais d'après ce que j'ai vu et entendu, je ne sens pas trop l'utilisation de l'intelligence économique dans la confection du PSE. L'intelligence économique pouvait jouer un rôle moteur dans le PSE en facilitant les choses et aidant même à trouver les bonnes compétences pour sa mise en œuvre. Mais peut-être que ce n'est pas trop tard et que les autorités y reviendront, parce que le PSE est appelé à subir des modifications.



C'est à nous de montrer aux Américains qu'il y a eu des changements par rapport à ce qui se faisait avant.



Etes-vous optimiste ?

Oui, parce que sous peu, tout le monde va utiliser l'intelligence économique. C'est inéluctable, parce que c'est la nouvelle donne. On a besoin de comprendre rapidement ce qui se passe ailleurs. On doit influencer et ne pas rester passif pour régler nos problèmes. C'est une méthode qui date de plus de 100 ans et les grands économistes l'utilisaient déjà, à l'époque.

La journée internationale des Victimes de l'esclavage et de la Traite transatlantique a été commémorée en avril dernier à Dakar sous l'égide du Centre d'information des Nations-Unies. Pour y avoir assisté, quelles sont vos impressions ?

C'est positif parce que cela nous a permis de revisiter l'Histoire. Sans une bonne maîtrise de l'Histoire, je pense qu'il est difficile d'avancer. On se rend compte que le retard de l'Afrique est dû en partie à cette traite négrière. Maintenant, il faut en tirer les leçons et voir comment avancer. Personnellement, cela m'a permis de situer la différence entre traite négrière et esclavage. On a besoin de temps en temps de mieux comprendre l'Histoire.

Est-ce que Global Intelligence Service s'est préparé à aller à la conquête du marché américain par rapport au business du tourisme ?

Bien sûr, parce qu'en nous appuyant sur les bonnes informations, on essaie de mieux comprendre le marché américain. Cette mine d'informations va nous permettre de coopérer avec eux. Cette dimension est dans la démarche de Global Intelligence Service. On veut procéder autrement et rencontrer l'autre, en ayant beaucoup d'informations sur lui. Ce sera un nouveau départ pour pouvoir jeter un grand pont entre les Etats-Unis et l'Afrique, le Sénégal en particulier. Il est grand temps qu'on utilise les énergies américaines dans nos territoires parce

qu'il semble qu'il y a un blocage et que les Américains sont hésitants. Je ne vois pas toujours d'hommes d'affaires américains sur notre territoire. Il faut donc briser ces obstacles là.

Global Intelligence Service travaille aussi à vendre la destination Sénégal aux Tour-operators, à la presse touristique et aux agences de voyage américains. Quel est votre message à l'endroit du ministère du Tourisme du Sénégal pour une grande efficacité de cet Eductour ?

Je sais que les autorités vont appuyer ce projet, parce que les Américains ont besoin encore de visiter le Sénégal. C'est à nous de montrer aux Américains qu'il y a eu des changements par rapport à ce qui se faisait avant. Il faut leur prouver qu'ils peuvent trouver satisfaction sur notre territoire. Je pense que les autorités vont jouer leur rôle pour faciliter cette rencontre Amérique-Sénégal. Je suis vraiment optimiste par rapport à cela. ●

20 ANS APRÈS LA CONFÉRENCE DE BEIJING 95

L'heure de l'autonomisation et du leadership féminin a sonné

En prélude à la célébration de la Journée mondiale de la femme (8 mars 2015), ONU-Femmes, le Centre d'Information des Nations-Unies (CINU) et le ministère de la Famille et de l'Enfance du Sénégal ont évalué avec lucidité et espoir, le 6 mars 2015, les 12 domaines critiques énoncés dans le Programme d'action de Beijing, adoptés à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes les 4-15 septembre 1995 par 189 pays en Chine.

Comme l'a constaté la Directrice exécutive d'ONU-Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcu-ka, des progrès notables ont été réalisés. Toutefois, les défis restent immenses pour réaliser l'égalité des sexes, l'autonomisation économique des femmes, impulser leur leadership et surtout mettre fin à la violence à leur égard dans le monde et au Sénégal.

A l'occasion d'une conférence de presse au CINU de Dakar, ONU-Femmes en a profité pour faire le point sur la mise en œuvre de la Déclaration de la Plateforme d'action de Beijing, de 1995 à 2015. Il s'agissait, entre autres, de vulgariser les acquis du Sénégal 20 ans après Beijing, tout en plongeant dans la perspective de l'après-2015 avec une nouvelle génération d'objectifs et de défis.

Avec comme cri de guerre thématique "Autonomisation des femmes – Autonomisation de l'humanité : Imaginez !", ONU-Femmes, en prélude à la Journée mondiale de la femme, avec ses partenaires dont l'Etat du Sénégal, a ainsi revisité et lifté la Déclaration et le Programme d'action de Beijing adoptés à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing. Cette feuille de route révolutionnaire reste plus que jamais la boussole qui oriente la démarche globale pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Cette vision idéaliste d'un monde où chaque femme et chaque fille pourra être libre et autonome s'est inscrite depuis Beijing 95 dans le cadre d'un partenariat international avec les organisations internationales, les gouvernements et aussi les acteurs et actrices de la société civile.

Pour être plus précis, le Programme d'Action de Pékin (PAB) avait mis en branle deux objectifs majeurs.

D'une part, l'autonomisation des femmes en favorisant la contribution des femmes à la vie de la société et renforçant leur participa-

tion au processus prise de décision dans les domaines politique, économique, social et culturel, aussi bien dans la sphère privée et familiale que dans la sphère publique, nationale et internationale.

D'autre part, impulser l'intégration d'une perspective de genre en accélérant l'élaboration des lois et des politiques publiques tout en s'assurant que ces textes et programmes n'entraînent pas de discriminations envers les filles et les femmes.

Dans ce même ordre d'idées de Beijing+20, ONU-Femmes a, donc, avec lucidité, fait le bilan des vingt années de combat pour la cause de la femme. D'ailleurs dans la déclaration historique de Beijing figurait tout un chapelet de 12 préoccupations essentielles, qui n'ont rien perdu de leur pertinence en 20 ans. Il s'agit de la pauvreté, l'éducation et les formations, la santé, la violence, les conflits armés, l'économie, le pouvoir et les prises de décision, les mécanismes institutionnels, les droits humains, les médias, l'environnement et les fillettes.

S'agissant des acquis et des avancées de l'après Beijing 95, on peut avancer que le Sénégal, à l'instar du monde, demeure l'un des pays à n'avoir ménagé aucun effort pour poser des actes concrets concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes. C'est d'ailleurs l'avis de la coordonnatrice du programme Sénégal d'ONU-Femmes, Madame Marie Pierre Racky Chaupin qui juge que "globalement, le bilan est bon. Le Sénégal a ratifié l'ensemble des conventions internationales relatives aux droits des femmes, des lois portant des avancées majeures pour la femme ont été aussi adoptées dont la loi sur la parité".

La Directrice de la Famille, Madame Coumba Thiam Ngom avait embouché la même trompette en se focalisant sur les réalisations concrètes du Sénégal concernant l'égalité des sexes, tout en magnifiant l'ancrage de la stratégie d'équité et d'égalité de genre au Sénégal.

FEMMES, ÉDUCATION ET FORMATION : LA CLEF

Filles et garçons ont tous à gagner d'un enseignement non discriminatoire qui, en fin de compte, contribuerait à instaurer des relations plus égalitaires entre les femmes et les hommes. Les femmes ne pourront prendre une part plus active au changement que si l'égalité d'accès à l'éducation et l'obtention de qualification dans ce





domaine leur sont assurées. D'ailleurs, il a été démontré que l'alphabétisation des femmes est un moyen très efficace d'améliorer la santé, la nutrition de la famille et aussi de permettre de participer au processus de prise de décision.

Le Sénégal, conscient que l'éducation peut déplacer des montagnes, n'a pas été en reste dans ce domaine si l'on scrute le document bilan réalisé en l'occasion.

Le pays de la Téranga peut ainsi se targuer d'une augmentation du taux de scolarisation des filles en 2011-2012 : préscolaire de (52,8%), élémentaire (51%), moyen général (48,4%) et secondaire général (43,3%). En plus de ces progrès statistiques, le Sénégal a aussi réalisé l'intégration d'un module genre dans l'enseignement universitaire depuis 2000 en plus de la mise sur fonds baptismaux d'un Cadre de coordination des interventions pour l'éducation des filles. Le programme de bourse d'excellence pour les filles a aussi été accompagné d'un appui conséquent aux chercheuses et doctorantes pour une enveloppe de 100 millions FCFA en 2014.

Force est de constater que le bien-être et la santé sont inaccessibles à la plupart des femmes. Un des principaux obstacles qui les empêche de jouir du meilleur état de santé possible est l'inégalité tant entre les hommes et les femmes, qu'entre les femmes des différentes régions, classes, populations et ethnies.

Concrètement au Sénégal, il a été mis sur pied une Cellule genre au sein du ministère de la Santé et de l'Action sociale. Plus précisément, on peut noter l'extension de la couverture géographique des césariennes ainsi que la baisse de la mortalité maternelle et infantile (de 401 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2005 à 392 décès en 2010/2011). Autre fait non négligeable est la baisse de la féminisation du VIH/Sida (2,25% en 2005 à 1,6% en 2011) et de la transmission mère-enfant.

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : UN FREIN À L'AUTONOMISATION

L'un des plus grands obstacles à la réalisation des objectifs d'égalité de développement et de paix reste la violence à l'égard des femmes. C'est une violation des droits fondamentaux et des libertés fondamentales des femmes qui empêche partiellement ou totalement celles-ci de s'épanouir.

Dans toutes les sociétés à des degrés divers, les femmes et les petites filles sont victimes de violences physiques, sexuelles et psychologiques quels que soient leurs revenus, classe sociale et culture. Au niveau mondial, la subordination économique et sociale des femmes peut être à la fois une cause et une conséquence de la violence qu'elles subissent.

Au Sénégal, cette lutte est articulée à travers la baisse des mutilations génitales féminines MGF/Excision de 28 à 26% entre 2005 et 2010-2011. Plus de 5500 déclarations d'abandon des MGF ont été aussi recueillies. Et aussi l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action national de lutte contre les MGF, les VBG, le trafic humain sans oublier la réinsertion socio-économique des femmes victimes de mines anti-personnelles.

PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISION : BOOSTER LE LEADERSHIP FÉMININ

La Déclaration universelle des droits de l'homme a réglé la question en stipulant que toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays. Une gestion et une

administration transparente et responsable et un développement durable dans tous les domaines de la société ne seront ainsi possibles que si les femmes ont plus de pouvoir d'action et plus d'autonomie et si elles jouissent d'une meilleure situation économique et sociale.

Le Sénégal n'est pas resté derrière avec notamment la promotion des femmes dans des instances de prise de décisions : 42,6% de femmes députés en 2012 et 22% au Conseil économique et social et environnemental. Le taux national de présence de femmes dans les Conseils départementaux est de 46,5% et dans les Conseils municipaux, le taux affiche les 47,7% d'après le rapport Etude sur le Profil genre des collectivités locales du Sénégal.

VIVRE DANS UN MONDE 50-50 AVANT 2030...

Toutefois, beaucoup d'acteurs sont restés sur leur faim. Les femmes ont quitté Beijing pleines d'espoir, en espérant que les objectifs fixés seraient atteints d'ici 2005.

C'est ce goût d'inachevé qui a le plus retenu l'attention de la Directrice exécutive d'ONU-Femmes Phumzile Mlambo-Ngcuka qui a parlé comme Madame Aminata Mimi Touré (ancien Premier ministre du Sénégal), en exhortant les pays à "accélérer la cadence" dans l'instauration de l'égalité des sexes.

Dans son message à l'occasion de la Journée internationale de la femme, la Directrice exécutive d'ONU-Femmes s'est offusquée à juste titre du fait que la mise en œuvre de politiques appropriées a été décousue dans le cadre de Beijing 95. Puisque, selon elle, à titre d'exemple, "pour trop de femmes, en particulier dans les pays les moins développés, trop peu a changé. En Afrique, 70 pour cent de la production agricole dépend des femmes, alors que celles-ci ne possèdent encore que 2 pour cent des terres. La violence à l'égard des femmes continue de briser des vies dans le monde entier. Et aucun pays n'a instauré l'égalité des sexes", a dénoncé la Directrice exécutive d'ONU-Femmes.

Avant de finir sur une note d'espoir : "Aujourd'hui, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, nous exhortons nos pays à "franchir le pas" en faveur de l'égalité des sexes, et à réaliser des progrès concrets d'ici à 2020. Notre objectif consiste à vivre dans un monde 50-50 avant 2030. Le monde doit parvenir à la pleine égalité afin que l'humanité puisse prospérer. Autonomisation des femmes, autonomisation de l'humanité. Je suis certaine que vous pouvez imaginer ce qu'est un monde équitable !". ●



L'ARCHE DU RETOUR

Lieu spirituel dédié au souvenir

La structure de marbre blanc, située à un jet de pierre de l'East River, à Manhattan, sera un lieu spirituel dédié au souvenir: "Face à l'est, nous pouvons nous souvenir d'où nous venons", a déclaré Rodney Leon, architecte d'origine haïtienne installé à New York et auteur de "l'Arche du Retour", le projet ayant remporté le concours international pour le Mémorial permanent en l'honneur des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves.

Le travail de M. Leon, également designer et architecte de l'African Burial Ground National Monument situé à Manhattan, a été choisi parmi 310 propositions de design de 83 pays dans un concours lancé il y a deux ans par l'UNESCO, avec le soutien du Département de l'informa-

tion du public de l'ONU, et les États membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et de l'Union africaine. Cette structure est "un objet et un espace spirituel symbolique avec lequel on peut interagir. C'est un lieu de reconnaissance, de contemplation, de méditation, de réflexion, de guérison, d'éducation et de transformation", explique son auteur.

"Le Mémorial constitue un symbole de lutte des millions d'Africains qui, au cours de quatre siècles, ont été violemment arrachés de leurs patries, impitoyablement maltraités et dépouillés de leur dignité", a déclaré le Secrétaire général Ban ki-moon, qui a ajouté: "Ce monument nous rappellera la bravoure de ces esclaves, abolitionnistes et héros méconnus qui ont réussi à s'élever contre un système oppressif, se battre pour leur liberté et mettre fin à cette pratique." ●

RODNEY LEON, ARCHITECTE DE L'ARCHE DU RETOUR

“Cette preuve visuelle nous permet de constater l'impact de cette tragédie”

Son enfance dans Brooklyn a été bercée par la culture et l'histoire haïtiennes que ses parents immigrés lui ont inculquées. Un héritage qui se reflète dans ses projets architecturaux et qui l'a inspiré dans la réalisation de l'Arche du Retour.

Pouvez-vous vous présenter ?

Je m'appelle Rodney Leon et je suis originaire d'Haïti. Je suis architecte de profession et je vis à New York.

Qu'est-ce qui vous a inspiré pour dessiner ce mémorial ?

En tant qu'Haïtien-Américain, je me sens concerné par l'histoire de mon peuple dans la lutte pour la libération. Nous sommes la première nation africaine libre du temps de l'esclavage dans l'hémisphère ouest. Mes parents nous ont toujours parlé de notre culture et de notre histoire, donc j'ai grandi avec la fierté de mon héritage africain et haïtien. Je peux donc dire que l'opportunité que j'ai eue de connaître mon histoire m'a permis de concevoir ce monument.

Qu'est-ce que ça vous fait d'avoir participé à ce projet ?

Je suis extrêmement fier de jouer un rôle dans ce projet historique et important pour notre communauté. Je suis heureux que nous ayons une marque physique et un lieu de souvenir qui donnent un cachet encore plus significatif à cette célébration.

Pouvez-vous nous parler de ce monument ?

La forme triangulaire du monument s'inspire de la carte du commerce triangulaire de l'époque de l'esclavage. Cette carte est aussi représentée explicitement dans la structure de marbre pour que les visiteurs soient confrontés à la réalité. Ce triangle décrit le chemin emprunté par les esclaves depuis l'Afrique de l'Ouest, en passant par l'Afrique du Sud pour l'Amérique du Sud, les Caraïbes, l'Amérique centrale et l'Amérique du Nord. Cette preuve visuelle nous permet de constater l'impact de cette tragédie et la façon dont ce commerce a transformé le monde. Nous avons aussi représenté les bateaux qui transportaient les esclaves, la façon dont ces derniers étaient parqués pour embarquer le maximum de personnes. Donc ce monument est pour nous comme un livre qui permet aux visiteurs de comprendre l'histoire de cette tragédie, de son point de départ jusqu'aux colonies.

Quel message voulez-vous passer aux descendants de ces esclaves et aux visiteurs ?

L'objectif pour nous est de conscientiser les gens sur les blessures que l'esclavage a infligées et faire en sorte que cela ne se reproduise plus jamais. Il y a aujourd'hui une sorte d'esclavage contemporaine dans notre façon de vivre et nous voudrions combattre cela dès à présent. Nous devons en prendre conscience et éduquer les futures



générations pour éviter que quelque chose d'aussi abominable ne se reproduise jamais.

Quel sentiment espérez-vous des visiteurs quand ils verront le monument ?

J'espère que les gens seront heureux de connaître notre histoire. Je suis particulièrement impatient de voir les écoliers apprendre d'où ils viennent et comprendre tout le sens de la liberté et de la dignité humaine.

Le monument seul est-il suffisant pour que les gens se souviennent ?

Non, mais c'est déjà un début. Pendant la visite de ce site, les gens en apprennent beaucoup sur l'esclavage et ses ravages. Cela permet déjà qu'ils prennent conscience de ce qui s'est passé et qu'ils réfléchissent sur leurs actes de tous les jours. ●

DÉCENNIE INTERNATIONALE DES PERSONNES D'ASCENDANCE AFRICAINE 2015-2024

Pour éradiquer toute forme de discrimination

L'Assemblée générale de l'ONU a proclamé, dans sa résolution [68/237], 2015-2024 comme Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, citant la nécessité de renforcer les mesures et activités de coopération nationales, régionales et internationales pour garantir le plein exercice des droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques des personnes d'ascendance africaine ainsi que leur pleine et égale participation à la société sous tous ses aspects.

Comme l'a proclamé l'Assemblée générale, le thème de la Décennie internationale est le suivant : "Personnes d'ascendance africaine : reconnaissance, justice et développement"

et internationaux pour lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, auxquels font face les personnes d'ascendance africaine, en tenant compte de la situation particulière des femmes, des filles et des jeunes hommes, grâce notamment dans les domaines suivants :

- > *Reconnaissance*
- > *Justice*
- > *Développement*
- > *Discrimination multiple ou aggravée*



OBJECTIFS DE LA DÉCENNIE

Les principaux objectifs de la Décennie internationale sont de :

Promouvoir le respect, la protection et la réalisation de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales des personnes d'ascendance africaine, comme le prévoit la Déclaration universelle des droits de l'homme ;

Promouvoir une meilleure connaissance et un plus grand respect de la diversité du patrimoine, de la culture et de la contribution au développement des sociétés des personnes d'ascendance africaine ;

Adopter et de renforcer les cadres juridiques internationaux, régionaux et nationaux, conformément à la Déclaration et au Programme d'action de Durban et à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et de veiller à les mettre en œuvre intégralement et effectivement.

Programme d'activités relatives à la décennie

Le programme d'activités relatives à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, approuvé par l'Assemblée générale de l'ONU, doit être mis en œuvre à différents niveaux.

Au niveau national, les États Membres doivent prendre des mesures concrètes et pratiques au moyen de l'adoption et de l'application effective de cadres juridiques, de politiques et de programmes nationaux

Aux niveaux régional et international, la communauté internationale et les organisations internationales et régionales sont appelées notamment à continuer de diffuser largement la Déclaration et le Programme d'action de Durban, sensibiliser l'opinion à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, aider les États à s'acquitter intégralement et effectivement des obligations qui sont les leurs au regard de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, intégrer les droits de l'homme dans les programmes de développement, accorder une priorité particulière aux projets consacrés à la collecte de données statistiques et à appuyer les initiatives et les projets visant à honorer et conserver la mémoire historique des personnes d'ascendance africaine.

Un certain nombre de mesures devront être prises par l'Assemblée générale des Nations Unies dont la désignation d'un Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme comme coordonnateur de la Décennie, la création d'un organe qui servira de mécanisme de consultation, la prévision d'une évaluation finale de la Décennie, et l'achèvement de la construction et de l'inauguration, avant l'examen à mi-parcours en 2020, d'un mémorial permanent au Siège de l'Organisation pour honorer la mémoire des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves. ●



DJONIBA MOUFLET, CHORÉGRAPHE

“Grâce à la musique nous avons pu divulguer le message de l'esprit noir...”

Très tôt il ressent l'appel du continent et commence son retour aux sources. L'envie de connaître ses origines le conduit auprès du Président Senghor et à la découverte du Sénégal. Il y découvre la danse, la musique et le théâtre, des passions qui ne le quitteront plus et qu'il se fera un devoir de faire découvrir à la diaspora des Etats-Unis. Aujourd'hui, Djoniba est un grand ambassadeur de la culture africaine auprès de sa diaspora et du monde.

Qui est Djoniba Mouflet ?

Je suis Djoniba Mouflet, danseur, chorégraphe, musicien, compositeur. Je fais aussi de la production scénique.

Qu'avez-vous préparé pour la commémoration de l'esclavage de ce 25 Mars ?

Pour ce jour-là, j'ai chorégraphié une composition musicale qui sera un mélange de danse, de musique et de théâtre. Cette composition retrace un peu le voyage depuis l'Afrique des Africains et de la diaspora africaine vers les Caraïbes, ensuite l'Amérique du Sud et enfin l'Amérique du Nord.

Vous venez de la Martinique, donc c'est quelque chose qui est important pour vous ?

C'est très important pour moi, parce que d'une part mon historique est un peu complexe. Je suis né en Martinique, mais c'est Aimé Césaire, le père de la négritude, qui a appelé le Président Senghor du Sénégal pour m'envoyer là-bas. J'étais très jeune, et déjà très politique ; et je peux dire que quand j'arrivais en Afrique, j'étais l'un des seuls venant des Caraïbes qui faisait un retour aux sources. J'avais lu des livres de Senghor, de Césaire, qui parlaient de ce retour aux sources. Tout ça m'a beaucoup inspiré et donné l'envie de retourner à mes origines. Juste pour dire que cette composition que je vais présenter, c'est un parcours que j'ai déjà fait moi-même.

Est-ce votre Ark of Return ?

Effectivement ! Un ark of return que j'ai fait lorsque j'étais encore très jeune. Quand je suis arrivé au Sénégal, c'est là-bas que j'ai appris tout ce qui est danse et théâtre.

Quel est le lien entre la danse que vous découvrez au Sénégal, celle qui est pratiquée en Martinique d'où vous venez et ici aux Etats-Unis ?

Il faut aussi savoir que j'ai créé un centre de danse de la diaspora noire ici aux Etats-Unis. C'est le premier centre dédié à la diaspora noire, où l'on avait des profs de la diaspora et d'Afrique, qui enseignaient aussi bien la musique que les danses de l'Afrique, d'Haïti, la capoeira, les danses de noirs du Pérou, etc. Nous avons très souvent des workshops de tout ce qui était diaspora noire, sur notre culture et tout ce que nos ancêtres nous avaient transmis. Nous avons des travaux sur la façon dont les noirs cuisinaient, chantaient et dansaient à l'époque, et comment ils se sont adaptés à la modernité.

Vous voulez démontrer l'influence de ces danses noires dans le monde ?

Effectivement ! Quand vous regardez partout dans le monde aujourd'hui, qui dit danse, dit musique d'abord. Par exemple au Japon on fait du rap, du jazz. En Chine, ils veulent tous être noirs, chanter et danser comme les noirs, faire du hip-hop. Ça c'est la preuve que l'influence est mondiale et universelle maintenant. Grâce à la musique nous avons pu divulguer le message de l'esprit noir, de la conscience noire, un peu partout.

Serait-ce là le message à travers votre pièce de théâtre ?

Le message sera de montrer notre unité et notre attachement à l'Afrique par nos cultures. Que ce soit Haïti avec la danse manda, la Martinique avec les danses bèlè, la capoeira avec les danses qui viennent d'Angola, l'Amérique du Nord avec le funk ou le stepping, etc. On essaiera de faire le tour de cette richesse artistique noire.

Pensez-vous qu'il faille avoir un programme annuel pour cette commémoration ?

C'est important oui d'avoir un programme annuel. Mais je pense que marquer l'évènement sur un jour particulier est bien, car on ne peut pas passer l'information tous les jours et avoir de l'impact multiculturel et grandiose. ●

L'ILE DE GORÉE

Un symbole universel



En septembre 1978, le Comité du Patrimoine mondial de l'UNESCO a inscrit pour la toute première fois douze biens du patrimoine culturel ou naturel de l'humanité sur la Liste du Patrimoine mondial naissante

Lourd de symbole, cette première inscription sur la Liste, qui compte à ce jour 1007 biens inscrits à travers le monde entier, dégage une signification universelle pour l'ensemble de l'humanité du fait de la mémoire que cette île, qui porte et transmet l'un des plus sombres chapitres de l'histoire de l'humanité : la traite négrière transatlantique et l'esclavage.

Gorée est marquée de souffrances, blessures et cicatrices que l'humanité garde de cette époque, et sa valeur universelle exceptionnelle reconnue par son statut de site du Patrimoine mondial réside dans ce symbole, à la fois de l'exploitation humaine et de la réconciliation.

Mais Gorée, petite île de 28 hectares située à 3,5 km au large de Dakar, n'est pas seulement un lieu du passé. Elle est aussi un lieu du présent tourné vers l'avenir, un lieu de vie d'une population dépassant à peine le millier de personnes qui font face aux défis du présent, qu'ils soient d'ordre social, économique ou culturel. Pour comprendre, mais aussi pour relever ces défis, il n'y a aucun doute que son statut patrimonial particulier en est un aspect central. Car Gorée ne porte pas seulement la marque d'une mémoire douloureuse, mais également les traces du temps qui illustrent le devoir et les difficultés d'une conservation des maisons et édifices histo-

riques, permettant ainsi la transmission aux générations futures, la mémoire, l'intégrité du site ou encore l'habitat et ses ressources économiques.

Bien que protégée de la poussée urbaine que connaît la bouillonnante capitale voisine, Gorée se voit néanmoins confrontée à divers problèmes contemporains, tels les forces de l'océan qui rongent son littoral, la gestion d'un tourisme avec ses atouts économiques accompagnés de ses impacts néfastes, la gestion des services publics et des infrastructures. La complexité et la synergie de ces aspects influent sur l'intégrité et l'authenticité de ce site exceptionnel.

Depuis presque 40 ans, l'UNESCO accompagne les autorités du Sénégal dans la mise en œuvre de la Convention de 1972 concernant la protection du Patrimoine mondial, culturel et naturel et plus particulièrement à travers un large éventail d'activités sur la conservation de l'île de Gorée. La présence d'un Bureau de l'Organisation à Dakar est signe d'un engagement sans relâche auprès du pays pour l'appuyer dans les diverses domaines de compétences de l'UNESCO.

“PLAN D' ACTIONS POUR LA RÉGION AFRIQUE 2012-17”

L'Afrique sub-saharienne compte aujourd'hui 89 biens provenant de 33 pays sur la Liste du Patrimoine mondial. En 2011, les Etats africains ayant adhéré à la Convention de 1972 ont élaboré un « Plan d'action pour la Région Afrique 2012-17 » dont les cinq objectifs prioritaires reflètent les défis qui sont à relever pour assurer la pérennité des sites patrimoniaux de l'Afrique. Pour relever ces



derniers, l'UNESCO travaille main dans la main avec les États parties à la Convention du Patrimoine mondial, ses Organes consultatifs, le Fonds africain du Patrimoine mondial et d'autres partenaires financiers et techniques. Avec le soutien sur le terrain des 18 bureaux de l'UNESCO en Afrique, le Plan d'action des États africains s'appuie fortement sur divers programmes de l'UNESCO, tels que « le Patrimoine mondial et le tourisme durable » qui contribue à créer un cadre international pour le dialogue et la coopération, ou encore sur le programme éducatif « Patrimoine mondial entre les mains des jeunes », qui sensibilise les jeunes sur l'importance de la conservation de notre patrimoine commun.

Mais la clé de voute du dispositif est la solidarité et le partage. Dans ce sens, il faut rappeler combien les autorités nationales et les experts du patrimoine au Sénégal ont été particulièrement actifs, non seulement dans la sauvegarde de leur patrimoine national, mais aussi dans le partage des meilleures pratiques et de leur expertise dans la gestion des sites envers des professionnels du patrimoine provenant d'autres sites du Patrimoine mondial en Afrique.

L'île de Gorée a conduit tout un peuple vers un voyage sans retour. A présent, il est de notre devoir de conserver cette mémoire, de protéger cet héritage et de poursuivre le dialogue. Aujourd'hui, l'existence de « l'Arche du retour » est un appel destiné à ce peuple parti à la dérive, au reste du monde entier pour qu'ils reviennent et se réunissent autour de ce site, symbole de notre humanité retrouvée. ●

ANN THERESE NDONG-JATTA,
DIRECTRICE DU BUREAU RÉGIONAL DE L'UNESCO À DAKAR



Une Autre Vision du Transport

2015

LOCATION DE VOITURE - TRANSPORT TOURISTIQUE
Services de qualité : Confort - Sécurité - Ponctualité

Notre gamme de véhicules adaptée à vos besoins



LE GROUPE SENECARTOURS
www.senecartours.sn

DIRECTION GENERALE

Almadies, 17 route de Ngor
Dakar - Sénégal
Tél. : 33 859 77 77
Fax : 33 820 48 03
Email : senecar@orange.sn

PLATEAU

05 Bis, rue Victor Hugo
BP 6464, Dakar - Sénégal
Tél. : 33 822 14 16
Fax : 33 822 59 47

VON

Immeuble Mariama
angle Sacré Coeur III
Tél. : 33 859 77 77

AÉROPORT L.S.S

Tél. : 33 869 50 07
Fax : 33 820 88 14

PLATEAU

64, RUE CARNOT
Tél. : 33 842 66 23
Fax : 33 821 83 06

ALMADIES

17 route de Ngor
Tél. : 33 820 82 50

MISSION DE PROSPECTION DE L'ASEPEX AUX USA

La Diaspora et la Diplomatie mise à contribution

La Diaspora africaine a une grande contribution à apporter au développement économique du continent, depuis les pays où se trouvent ces populations d'origine africaine. C'est ainsi que l'Agence Sénégalaise pour la Promotion des Exportations (ASEPEX) a conduit une mission de prospection économique aux Etats Unis au mois de mai 2013.

Le Dr Malick Diop, Directeur général de l'ASEPEX, était accompagné de membres du Secteur Privé composé par AFRIG, le Groupe ICONNE de Dakar et AFROCENTRIC Associates LLC de New York. La mission, qui s'est déroulée à New York et Washington DC, était placée dans le cadre du partenariat avec le Minority Business Development Agency (MBDA) à l'U.S Department of Commerce.

Au deuxième jour de sa visite, la délégation sénégalaise a été accueillie par Mme Suzette Bather, Directrice de MBDA New York City Business Center; dans ses bureaux à Manhattan. Au menu des discussions figurait en bonne place la tenue prochaine d'une mission économique sénégalaise pour des échanges sur le renforcement de capacités et la formation, sur le Networking et autres B to B. Satisfaite de la rencontre, Mme Bather s'est engagée à appuyer la consolidation de la position du Sénégal dans le dispositif MBDA au niveau du Département américain du Commerce et a estimé que son institution peut effectivement faciliter l'établissement de couloirs d'export/import entre le Sénégal et les USA à partir de New York. En conclusion de l'audience, Dr Malick Diop, DG de l'ASEPEX, a proposé l'implantation d'un Showroom Label "MADE IN SENEGAL" et une Incubation par MBDA.

C'est le 15 mai que Son Excellence l'Ambassadeur Abdou Salam Diallo, Représentant Permanent du Sénégal aux Nations Unies, a reçu le Directeur général de l'ASEPEX et sa suite. Les interventions ont porté sur les avantages comparatifs du Sénégal en termes d'opportunités et de renforcement de l'initiative diplomatique. S.E.M. l'Ambassadeur Abdou Salam Diallo a beaucoup insisté sur la nécessité impérieuse d'associer les Diplomates aux négociations et au management de tous les dossiers commerciaux et économiques du Sénégal.

L'Audience avec S.E.M. Cheikh Niang, Ambassadeur du Sénégal à Washington DC, a eu lieu le 17 mai à l'Ambassade en présence de M. Babacar Bèye, Chef du Bureau économique. Suite aux échanges fructueux entre l'Ambassadeur et le Directeur général de l'ASEPEX portant sur les différentes stratégies d'attaque du marché américain et l'importance de la Diplomatie économique, il a été convenu une séance de travail avec le Bureau économique. Lors de cette rencontre, le Chef du Bureau économique a fait une présentation de son Département, insistant sur sa vision, ses missions et ses différents programmes économiques.

Le cas des Business et autres entreprises sénégalaises qui tombent en faillite au niveau de New York a été abordé par AFRIG et AFROCENTRIC qui ont eu à se rapprocher de ses derniers afin d'établir un plan d'actions en partenariat avec la Ville de New York pour leur redressement.

Le DG de l'ASEPEX et sa délégation ont tenu une réunion finale avec MBDA autour des relations commerciales, économiques bilatérales américano-sénégalaises le 17 mai au Département américain du Commerce. Axé sur le partage d'informations sur les opportunités d'affaires à l'exportation vers les Etats Unis et les niches d'investissements au Sénégal, cette séance technique a servi de cadre à l'ASEPEX pour présenter sa feuille de



Dr Malick DIOP (DG ASEPEX) avec Joann HILL (MBDA) et CANDEZZA (Ex-Conseillère du Pr OBAMA), en compagnie de Malick KANE (Pr AFRIG) et Serigne MBACKE NDIAYE (PDG d'AFROCENTRIC LLC)

route, sa vision et ses attentes. Notre politique en matière d'exportation, les faveurs accordées aux investisseurs, notre climat de stabilité, la position de plaque tournante du Sénégal, la rapidité des formalités de création d'entreprise grâce à la création de l'APIX, l'éligibilité des produits sénégalais à l'AGOA (African Growth Opportunity Act), la pertinence de la stratégie de croissance accélérée (SCA) déclinée en cinq (05) grappes de croissance, l'opportunité de la prochaine Mission économique sénégalaise à Washington DC, rendez-vous constituant un moment intense de partenariat et d'échanges ; autant d'aspects qui ont été passés en revue. A la fin des travaux, les représentants de MBDA ont chaleureusement félicité le Sénégal pour les avoir convaincus du dynamisme du secteur privé sénégalais à l'exportation et de l'attraction stratégique de notre pays en matière d'investissement. ●

DECISIONS PRISES ET PLAN D' ACTIONS

A la suite de cette mission les perspectives ci-après sont à l'étude :

- **L'organisation d'un "REVERSE TRADE Mission" à Washington, DC et à Dakar à une date ultérieure qui pourrait revêtir les allures d'un MED WEEK au Sénégal en partenariat avec le MBDA, U.S Dept. of Commerce. Compte tenu du niveau d'avancement des travaux confiés au Consortium AFRIG-Groupe ICONNE - AFROCENTRIC Associates LLC, ce REVERSE Trade Mission peut servir de base de Relance non seulement des exportations sénégalaises vers les Etats Unis mais aussi et surtout de plateforme pour les investissements au profit de la Destination Sénégal.**
- **L'Ouverture d'un Showroom de Promotion des Produits Label "Made in Sénégal" probablement à Chicago en partenariat avec le MBDA Chicago Business Center.**
- **L'Incubation d'un Bureau de Promotion Sénégalais à Washington, DC ou New York**
- **La participation des agriculteurs sénégalais à la prochaine édition d'un Salon agricole par le Département Américain de l'Agriculture pour animer une exposition de produits agricoles sénégalais.**
- **L'arrivée au Sénégal de Missions d'investisseurs et d'Autorités gouvernementales américaines suite aux multiples contacts noués à New York et Washington, DC par AFRIG et AFROCENTRIC Associates.**
- **La Négociation d'un "Free Trade Agreement" entre les Etats Unis et le Sénégal.**



**Une Salle de
conférence
de 250 places**



**Une Salle de Spectacle
de 1800 places**

**Le Grand
Théâtre National**



GRAND
Théâtre National

Le Grand Théâtre National



Un Hall de 1000 m²



Un parking de 3000 m²

**Un projet culturel au service du
développement**

Tél: (+221) 33 822 57 00

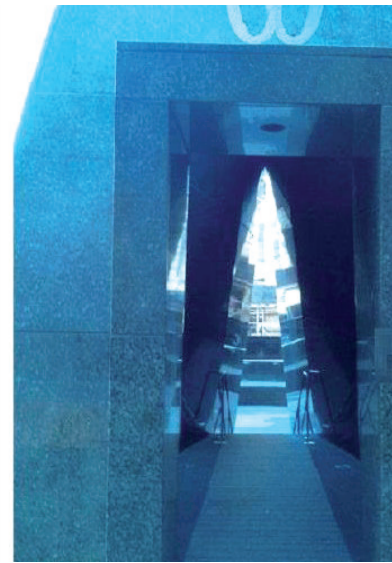
www.legrandtheatrenational.sn

AFRIG

African Renaissance International Ground

BLACK HISTORY MONTH

Dans le cadre de la Célébration du "BLACK HISTORY MONTH" au SENEGAL, vous êtes cordialement invité à un spécial Panel Discussion **TRANSATLANTICITE : LA PORTE DU RETOUR** qui va être animé par le Transatlantique Think Tank "AFRIG" avec le célèbre Architecte-Designer Américain **Rodney LEON**. Cette cérémonie se déroulera à la Grande Salle (1800 personnes) du **Grand Théâtre de Dakar le 27 Février 2016, à partir de 10h00**. M. LEON est l'Architecte du Grand Mémorial sur l'Esclavage "**ARCHE DU RETOUR**" au Siège des Nations Unies à New York (USA).



Cette Spéciale Conférence sera suivie d'un Débat (Q & A) avec des Experts et Spécialistes des questions sur la "TRANSATLANTICITE" à l'instar de l'écrivain-Poète **M. Amadou Lamine SALL** non moins Secrétaire Général de la Fondation "Mémorial de Gorée" et d'un spectacle produit par le Chorégraphe Américain **Djoniba MOUFLET**.

AFRICAN Renaissance International Ground (AFRIG) est le continuum d'AFRICAN Burial Ground (AFBG) NM New York (dont le Mémorial a été aussi conçu par M. Rodney LEON lui-même) qui est le seul Monument national aux Etats Unis (USA) dédié à la Contribution des AFRO-descendants.

Basé à New York (USA) et à Gorée (SENEGAL), AFRIG est en train de rétablir le Pont AMERIQUES - AFRIQUE à travers cet Espace historique, géo-culturel Transatlantique stratégique.

La participation à la Conférence est gratuite accueillant tous publics avec RESERVATION « par ordre d'arrivée ».

SVP réserver par sms au **70 724 26 34** ou par email à **afrigrsvp@gmail.com**

Envoyer vos nom, prénom, adresse email pour confirmer.

Pour plus d'infos, aller à www.afrig.org et <https://www.facebook.com/AFRIGROUND>

